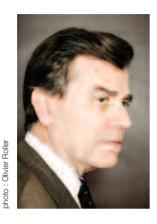


sommaire

page 2	Message du directeur général
page 4	Le think tank français indépendant de référence
page 6	2005 : le monde vu par les chercheurs de l'Ifri
page 10	En 2005 l'Ifri a notamment accueilli
page 12	L'Ifri et ses partenaires
page 17	La recherche
page 40	Publications
page 44	Conférences et débats
page 47	Equipe
page 49	Annexe financière

Message du directeur général



En 2005, l'Ifri a poursuivi son travail d'adaptation en vue de ses deux objectifs stratégiques : tout en restant français, devenir un institut de plus en plus européen ; se rapprocher de la taille de ses concurrents américains.

Le métier de l'Ifri est l'intelligence des relations internationales. En pratique, l'institut concentre actuellement ses travaux dans les domaines suivants :

- la mondialisation (sa gouvernance, l'adaptation des entreprises, etc.) et le problème de l'énergie;
- les questions classiques (rivalité entre les États, prolifération des armes de destruction massive) ou nouvelles (terrorisme international,

risques sanitaires, risques climatiques, etc.) de la sécurité ;

- le continent européen au sens large (y compris donc la Russie, car son évolution aura des conséquences majeures sur le système international, et les « nouveaux États indépendants » issus de l'éclatement de l'URSS); la poursuite de la construction européenne (y compris les questions institutionnelles et la dimension sociale); les relations transatlantiques;
- l'Asie de l'Est et le sous-continent indien ; le flanc sud de l'Europe (le Moyen-Orient au sens large jusqu'à l'Afghanistan).

Nous traitons ces sujets de façon prospective et *policy oriented* en nous appuyant sur des réseaux d'expertise à l'échelle planétaire. Nous avons vocation à éclairer les différents publics intéressés par les questions internationales et à contribuer ainsi au débat démocratique, mais aussi à aider les décideurs publics ou privés dans leurs choix.

Pour bien remplir notre rôle, nous devons chercher à toujours mieux combiner nos activités de recherche et de débat. La liste des rencontres, tables rondes et conférences tenues à l'Ifri en 2005, la qualité des personnalités que nous avons reçues, témoignent cette année encore de la place prééminente qu'au fil des ans nous avons acquise en France à cet égard.

Lancé au printemps 2005, Eur-Ifri s'est très rapidement imposé à Bruxelles comme un lieu important de débat, apportant à cette « capitale européenne » une touche qui lui manquait dans un paysage largement dominé par les réseaux anglo-saxons.

La plupart des sujets mentionnés ci-dessus ont un caractère « transversal » ou, si l'on préfère, « pluridisciplinaire ». Ainsi le traitement du problème de l'énergie fait-il nécessairement appel à des compétences économiques et politiques variées. Ou encore, il est clair que les relations transatlantiques touchent potentiellement à toutes les questions internationales dès lors qu'elles

acquièrent de l'importance. Aussi devons-nous continuer nos efforts de réorganisation pour toujours mieux combiner un degré raisonnable d'autonomie auquel aspirent légitiment nos unités de recherche et la capacité d'aborder en commun les sujets où nous sommes attendus à l'extérieur. Pour améliorer la cohérence et veiller à la qualité de l'ensemble, notre institut s'est doté d'un conseil stratégique majoritairement composé de personnalités reconnues dans le domaine des relations internationales.

Les effectifs de l'Ifri se sont élevés en 2005 à environ 70 personnes, dont 34 chercheurs et chercheurs associés (7 chercheurs étrangers). L'équipe a connu un renouvellement substantiel. La moitié de ces chercheurs ont moins de 40 ans. Plusieurs d'entre eux ont déjà acquis ou sont en train d'acquérir une réputation internationale.

Le budget réalisé de 2005 est de 5,3 millions d'euros, dont un peu moins de 40 % de subventions publiques et un peu plus de 60 % de ressources propres. Un tel degré d'indépendance pour un *think tank* où la recherche occupe une place dominante est unique en France.

Ce résultat a été acquis en particulier grâce au concours de partenaires au premier rang desquels figurent les entreprises qui contribuent au financement de nos programmes de recherche. L'approfondissement de nos relations avec ces partenaires est une des clefs de notre réussite, pour atteindre nos deux objectifs stratégiques.

La notion de *think tank* est devenue à la mode en France, mais les organismes ainsi baptisés sont de petite taille, ne font pas de recherche, dépendent presque toujours d'un centre de pouvoir identifiable ou s'apparentent à des lobbies, ce qui n'a d'ailleurs rien de condamnable, mais relativise leur indépendance. Le fait est que l'Ifri, dans son histoire comme dans son ambition, est sans équivalent dans notre pays. Grâce à notre équipe et à nos partenaires, que je remercie très chaleureusement, nous estimons aujourd'hui bien tenir notre cap.

Je conclus en encourageant les lecteurs à consulter notre site < www.ifri.org >. Ils y trouveront en temps réel des informations détaillées sur nos activités ainsi que beaucoup de nos publications.

Thierry de Montbrial
Directeur général
Membre de l'Académie
des sciences morales et politiques







L'Ifri, l'intelligence des relations internationales





L'Institut français des relations internationales

Le think tank français indépendant de référence

L'institut français des relations internationales est en France le principal centre de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales.

Inspiré du modèle anglo-saxon, l'Ifri est le premier think tank ou « laboratoire d'idées » français qui s'est construit dans la durée depuis sa création en 1979 par Thierry de Montbrial. L'institut fait partie aujourd'hui du réseau des plus grands think tanks internationaux. Il a pour mission de réunir acteurs et analystes de la vie internationale et de mener une réflexion libre et approfondie sur les grands enjeux contemporains. Il a vocation à :

- développer la recherche appliquée dans le domaine des politiques publiques à dimension internationale
- favoriser le dialogue et une interaction constructive entre les chercheurs, les praticiens et les leaders d'opinion.

L'Ifri est indépendant de toute tutelle administrative et financière et n'est affilié à aucun parti politique. Son indépendance, inscrite dans ses statuts, repose sur la diversification de ses financements.

La conjugaison de la recherche et du débat constitue le socle des activités de l'Ifri. L'une et l'autre s'enrichissent et se stimulent mutuellement.

Des recherches « policy oriented »

Centre de recherche pluridisciplinaire, l'Ifri réunit une trentaine de chercheurs et s'appuie sur les compétences reconnues de nombreux spécialistes français et étrangers. Ses chercheurs s'impliquent dans les grands réseaux internationaux et interagissent en permanence avec leurs homologues étrangers.

Les travaux de l'institut, orientés vers l'action (policy oriented), s'organisent en huit pôles de recherche appelés à évoluer en fonction de la situation internationale et structurés en approches régionales et transversales.

Le débat : cultiver la richesse de la diversité

Les recherches de l'Ifri nourrissent et se nourrissent des débats organisés dans un cadre informel et non partisan favorisant le rapprochement des chercheurs et des décideurs privés comme publics.

Depuis 1979, l'Ifri a organisé plus de 1 050 conférences, 90 colloques internationaux, 350 rencontres avec de hautes personnalités françaises ou étrangères et a accueilli de nombreux chefs d'État ou de gouvernement, comme les présidents Khatami, Karzaï et louchtchenko, entre autres, en 2005.

Publications et diffusion des travaux : offrir des clés pour déchiffrer l'actualité

Ces recherches et débats sont édités dans les différentes collections de l'Ifri ainsi que dans des publications d'excellence comme la revue trimestrielle *Politique étrangère*, la plus ancienne revue française de relations internationales, et le rapport annuel *RAMSES* qui fête son 25° anniversaire en 2006. Tiré à plus de 10 000 exemplaires, cet ouvrage conjugue l'analyse factuelle des événements, une évaluation critique de l'année écoulée et une anticipation des grandes tendances internationales sur l'année qui vient.

Le site Internet < www.ifri.org > est aujourd'hui le premier support de diffusion des débats, travaux et études de l'Ifri. Dans cette puissante banque de données, s'articulent synthèses des dernières publications, *policy papers*, comptes rendus de séminaires, de colloques et de rencontres.

En 2005 les chercheurs de l'Ifri ont publié 9 ouvrages et 36 documents et études en ligne répartis en 8 collections électroniques.

L'Ifri est également très présent dans l'espace médiatique avec plus de 650 articles, interviews et citations dans la presse française et étrangère en 2005.

Une ambition européenne

Dans un monde globalisé où le marché des idées est largement ouvert et les frontières s'effacent, l'Ifri marque son ouverture en développant la dimension européenne de ses activités.

En mars 2005, l'institut a ouvert son antenne à Bruxelles – Eur-Ifri – dont l'objectif est de renforcer son rayonnement au niveau européen. Cette plate-forme européenne a pour mission d'approfondir le débat européen par une approche interdisciplinaire qui associe décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle européenne.

Fort de son expérience et avec son équipe de plus en plus internationale, l'Ifri est aujourd'hui plus que jamais un *think tank* français et européen tourné vers l'avenir.



« Les élections législatives allemandes de l'automne 2005 ont surpris par la médiatisation dont elles ont été l'objet [...] en France. [...] De là à conclure à l'émergence d'une sphère publique franco-allemande, il y a cependant un pas important, que l'on ne saurait franchir aisément. D'une part, un tel constat ne peut se faire sans un certain recul [...]. D'autre part, il n'est pas rare que les différences entre les deux pavs soient sous-estimées [...] et que la lecture de l'actualité allemande à travers des verres hexagonaux soit alors source de malentendus [...]. On ne saurait trop répéter qu'une "grande coalition" ne peut être ramenée à une cohabitation à la française et n'est pas nécessairement synonyme de blocage politique. Ou que le succès de la *Linkspartei* (parti de gauche) et l'alliance entre ses deux dirigeants ne sont pas directement comparables à un accord entre l'aile gauche du Parti socialiste et les partis d'extrême gauche français. »





Claire Demesmay et Hans Stark in Qui sont les Allemands?

L'Europe en crise

« L'issue de la crise est totalement ouverte. Elle peut s'achever aussi bien, à un extrême, par la décomposition de l'Union européenne qu'à l'autre extrême, par le redémarrage de la construction européenne et sa consolidation dans des structures politiques solides.

Entre ces extrêmes, bien des avenirs sont possibles, allant de la stagnation à la relance partielle.

Une seule évidence s'impose : si l'Europe ne surmonte pas cette crise par un projet fort, elle sera poussée sur le bas-côté de l'histoire. Le monde n'appartient plus à l'Europe. Tout ce que l'Europe a diffusé avec les grandes découvertes et la colonisation a fait l'objet d'une longue et douloureuse appropriation par les autres continents, par les autres cultures. En ce début du XXIº siècle, ces autres continents, ces autres cultures accèdent pleinement à la scène mondiale. »



Philippe Moreau Defarges, Où va l'Europe?, Eyrolles, 2006.

2005 : le monde vu par les chercheurs de l'Ifri

Imprévisible Russie

« Pleine d'énergies et saturée d'inerties, la Russie progresse alors que son pouvoir régresse. Ce mouvement contradictoire entraîne des situations profondément paradoxales. D'un côté, un pays régi par l'informel, qui change à vue d'œil. De l'autre, un régime hyper-présidentiel, caractérisé par une forte imprévisibilité et qui se crispe à vue d'œil. Énergique et pragmatique, Vladimir Poutine semble, au début de son premier mandat, en mars 2000, vouloir conduire une modernisation en équilibrant autoritarisme et réformisme. Cet équilibre est aujourd'hui rompu. Figé et démodé, Poutine a perdu tout allant réformiste, un an après avoir été plébiscité en mars 2004. Cependant, même si son projet s'est brouillé, il demeure, en raison de l'organisation du pouvoir, maître du jeu [...], capable d'initiatives décisives – pour le meilleur et pour le pire. »

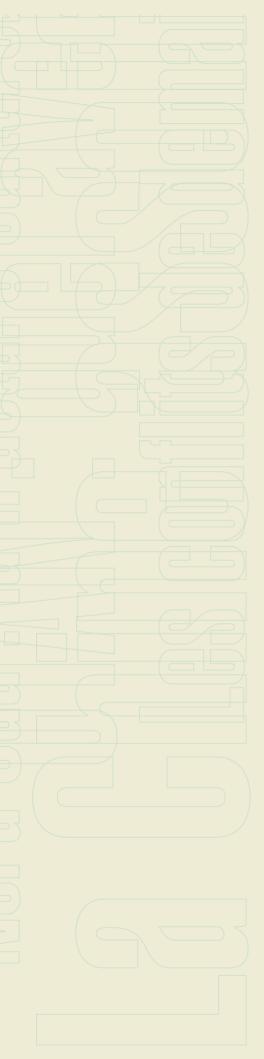


Thomas Gomart in RAMSES 2006, septembre 2005.

L'exceptionnalité américaine

« Les États-Unis sont une puissance globale, à la fois dominante dans tous les grands registres de la puissance économie, influence culturelle, forces armées – et partie prenante à tous les systèmes régionaux importants de la planète. L'exceptionnalité de l'"hyperpuissance" n'est nulle part plus considérable et plus visible que dans le domaine militaire, comme en attestent les déploiements américains à l'étranger. Seuls les États-Unis ont en effet divisé le monde en grands commandements régionaux (Combatant Commands), seuls ils disposent de quelque 700 installations militaires à l'étranger, seuls enfin ils sont en mesure de projeter à grande distance des moyens militaires considérables. Les déploiements constituent ainsi un sujet qui affecte les équilibres régionaux comme les capacités





d'interventions américaines, et donc tant l'architecture de sécurité globale que la politique étrangère des États-Unis. Le repositionnement global des forces américaines à travers le monde [...] engage par conséquent bien davantage que la seule "empreinte au sol" [...]. »



Étienne de Durand in Politique étrangère, n° 4/2005.

La Chine assoiffée

« En 2025, la croissance de la demande énergétique de l'Asie représentera 40 % de la croissance de la demande mondiale. Depuis 1980, la consommation d'énergie en Chine a augmenté en moyenne de 5 % par an avec une accélération remarquable ces dernières années. La question est donc aujourd'hui de savoir si cette croissance de la demande énergétique – et au-delà de l'ensemble des ressources naturelles qui nourrissent l'économie chinoise - favorisera une intégration fondée sur la coopération ou produira au contraire une radicalisation des rapports de force régionaux. [...] La question énergétique devient [...] un nouvel enjeu dans des relations sino-japonaises déjà tendues. [...] La constitution de synergies en matière de coopération énergétique, fondées sur les complémentarités en matière de besoins et de capacités d'investissements, autour du pôle chinois, est en effet perçue comme cachant une volonté de contrôle de Pékin. »



Valérie Niquet in Politique étrangère, n° 4/2005.

Nord-Sud: la fracture culturelle

« Aujourd'hui, le principal conflit réside dans la mise en place d'une fracture entre le Nord et le Sud du bassin méditerranéen. Une "rupture" qui se fait sur des bases qui ne sont ni politiques ni économiques, mais bien culturelles. C'est l'établissement d'un "nous" et d'un "eux", sur fond de peur réciproque de ce que l'on a décrété autre, différent, inintégrable. Un Autre, que l'on satanise à l'envi, en noircissant bien le trait pour éviter d'avoir à l'associer, à le considérer. »



Khadija Mohsen-Finan, in Paix et guerres entre les cultures. Entre Europe et Méditerranée.

Islam/ laïcité : un faux débat

« Si le problème de la laïcité [en France] depuis 2003 se cristallise autour de l'idée que l'islam ferait "problème", la religion musulmane est moins la cause que l'objet de cette crise. [Ce] "problème de l'islam" face à la laïcité aujourd'hui [...] n'est plus uniquement celui du pluralisme religieux qu'il s'agirait d'accommoder aux principes de l'État de droit libéral. Il concerne plutôt la crise de l'identité nationale dans un contexte où la souveraineté nationale se partage désormais dans le projet [...] européen. Bref, l'Europe vient bouleverser les repères. »



Christophe Bertossi, Confluences Méditerranée, juin 2006.

Repenser la guerre

« Depuis à peu près deux siècles, nous avons créé et universalisé, au fil de notre puissance et de nos interventions extérieures, une forme qui, en matière de violence, tient lieu de paradigme : la guerre interétatique, telle qu'elle fut réglée et pratiquée par Napoléon, théorisée par Clausewitz et portée à son paroxysme, au XXº siècle, par les deux guerres mondiales. [...] Nous avons [...] souvent réussi à penser l'essentiel des formes de la violence internationale à l'aide de celle-ci [...], avec ses concepts devenus quasi universels, ses armées qui se ressemblent, son droit [...] Cette idée – que l'on puisse penser la majorité des expressions conflictuelles en se référant à une forme de guerre - se défait rapidement sous nos yeux depuis une quinzaine d'années. »



Dominique David in La Violence et ses causes : où en sommes-nous ?, Unesco, 2005.

Les conflits de demain

« Plus que jamais, la guerre se manifeste comme un phénomène complexe, même si elle reste l'affrontement violent de deux volontés qui, interminablement, réinventent et reconfigurent des éléments connus, ou en exploitent des caractéristiques jusque-là minorées. [...] Une des clés des combinatoires d'aujourd'hui (qui permet donc de mieux comprendre les logiques conflictuelles et de les anticiper) est leur fluidité, définie comme "une capacité de transformation rapide et permanente".

Les conflits ont toujours été caractérisés par une certaine fluidité, mais cette dernière rend certains conflits actuels surprenants; d'où l'illusion du chaos, du passage du monde simple de l'Est-Ouest à un nouveau "Moyen-Âge" de la violence. Cette fluidité sera de plus en plus centrale dans les conflits de demain [...]. »



Aline Lebœuf in Politique étrangère, n° 3/2005.

OTAN: la voie incertaine

« Le refus américain d'utiliser l'OTAN comme instrument de défense [...] s'explique par un changement d'approche non seulement conjoncturel mais également fondamental et profond. Traumatisés par le viol de leur sanctuaire territorial et persuadés de leur supériorité militaire, les Américains ont considéré être en position de répondre eux-mêmes aux attaques sans avoir de comptes à rendre à leurs alliés européens. Mais [...] il ne s'agissait pas seulement du caprice d'une puissance meurtrie. La mise en lumière des difficultés de l'action multilatérale par l'intervention au Kosovo a poussé les États-Unis à contourner le forum atlantique. La pensée stratégique américaine à l'égard des réponses à apporter aux nouvelles menaces était en fait en transformation depuis 1999. Peu après le 11 septembre, Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, exposait sa vision des alliances. [...] "La mission détermine la coalition et la coalition ne détermine pas la mission." Il s'agissait dorénavant pour les États-Unis de construire des coalitions ad hoc, adaptables au type de missions qu'ils se seront fixées. »



Guillaume Parmentier in Annuaire français de relations internationales, 2005.

L'économie mondiale au défi de la gouvernance

« Au XXI° siècle, l'économie mondiale se présente sous des traits sensiblement différents du précédent. En intégrant au système capitaliste occidental les économies de l'ex-bloc soviétique et les puissances émergentes de l'Inde et de la Chine, la mondialisation a engendré un déséquilibre global entre offre et demande potentielles de travail, produisant dans tous les pays du monde un stress majeur

d'emploi. Le progrès technologique change simultanément la division mondiale du travail et l'organisation productive. La croissance des richesses et des échanges coexiste avec le maintien de la pauvreté. l'accroissement de certaines inégalités, la faiblesse du développement social, et les délocalisations d'emplois qui affectent simultanément pays du Nord et du Sud. L'émergence concomitante d'une nouvelle donne économique et d'un drame social mondial remet en question les mécanismes de régulation internationale créés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le nouveau visage de l'économie mondiale invite à mettre à jour sa gouvernance. »





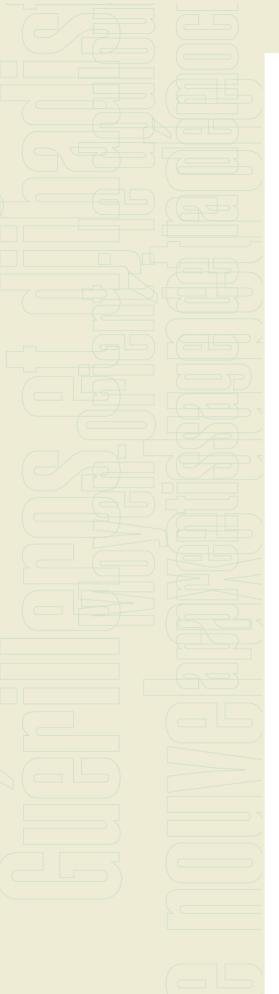
Françoise Nicolas et Jean-Marie Paugam in RAMSES 2006, septembre 2005.

R&D : l'Europe en perte de séduction

« L'Europe semble dans une position difficile pour faire face à l'internationalisation croissante de la R&D. Cette tendance [...] se traduit par la constitution de réseaux d'innovation mondiaux au sein desquels les activités de R&D des entreprises sont plus mobiles. [...] Les multinationales maintiennent moins que par le passé leur R&D centralisée dans leur pays d'origine et différencient les unités de R&D étrangères en fonction des caractéristiques des marchés locaux, mais aussi des compétences scientifiques et technologiques locales. C'est ainsi que la Chine a attiré 700 centres de R&D, dont la plupart sont liés au développement des activités de production des multinationales. L'Inde attire, elle, des activités qui contribuent au processus global d'innovation d'entreprises comme Intel, General Electric ou Alcatel, C'est aussi le cas d'un petit pays comme Israël [...]. Les États-Unis sont eux particulièrement attractifs pour la R&D car ils combinent un marché dynamique [...] et des ressources scientifiques et technologiques exceptionnelles. »



Frédérique Sachwald in Politique étrangère, n° 4/2005.



Moyen-Orient : percées démocratiques

« La démocratie est le fruit d'un long apprentissage et d'une culture. Les sociétés moyen-orientales restent encore, pour la plupart, marquées par des structures traditionnelles, voire féodales. Cependant, elles bougent et, pour certaines, sont en effervescence. Plaguer un modèle démocratique occidental est une tentative risquée. L'Égypte et, à plus forte raison, l'Arabie Saoudite ne sont pas l'Allemagne ou le Japon de l'après-guerre. La démocratie au sens large du terme, c'est-à-dire la possibilité de choisir son gouvernement et de s'exprimer librement, ne peut se développer et s'enraciner que si elle s'appuie sur des structures sociales et culturelles réceptives. [...] Des lueurs d'espoir sont apparues. Elles sont fragiles. Il faut les préserver mais le chemin vers un Moyen-Orient stable, prospère et pacifique, est encore long et se fera dans la douleur. »



Denis Bauchard in RAMSES 2006, septembre 2005.

Guérilleros et djihadistes

« L'idée au'existent des passerelles stratégiques entre guérilleros et djihadistes [...] peut être fondée sur la nature de leurs adversaires. [...] La posture stratégique des uns et des autres a pour point commun essentiel d'être fondée sur la conscience de leur faiblesse relative [...] La conscience de l'asymétrie les pousse ainsi à innover tactiquement afin de ne pas subir de manière prématurée un coup fatal. Si, à court terme, les innovations tactiques et opérationnelles peuvent permettre aux guérilleros et aux djihadistes d'éviter une défaite prématurée et de porter des coups ponctuels à leurs adversaires, ils savent pourtant que cette démarche ne peut leur assurer une victoire à long terme. Pour cela, il leur faut obtenir le soutien des masses. [...] Pour fédérer le peuple, ils s'évertuent à démontrer que la cause qu'ils défendent est juste et, à l'inverse, que l'adversaire qu'ils combattent est fondamentalement corrompu. »



Marc Hecker, Politique étrangère, n° 2/2006.

Iran : le bras de fer

« [...] La meilleure sortie de crise consisterait théoriquement en l'amorce d'une réelle détente entre les États-Unis et l'Iran, à l'image du processus expérimenté iadis entre les États-Unis et l'Union soviétique. Année après année, on en revient à la même conclusion. Pour cela, il faudrait d'abord que Washington renonce à jouer avec l'idée de renverser le régime des mollahs. Ce régime est voué à se transformer et à disparaître de toute facon. De son côté, la République islamique devrait lever son ambiguïté sur Israël. À partir de là, d'autres échanges de concessions deviendraient possibles. Ainsi. l'Iran souhaite-t-il adhérer à l'OMC. Paradoxalement, le régime ne paraît pas actuellement suffisamment fort pour prendre les grandes décisions. [...] Ce qui est sûr, c'est que la question nucléaire est insoluble, si l'on se refuse à la situer dans un cadre plus vaste. »



Thierry de Montbrial in RAMSES 2006, septembre 2005.

Le nouvel axe du pétrole

« While Washington is preoccupied with curbing the proliferation of weapons of mass destruction, avoiding policy failure in Iraq and cheering the "forward march of freedom", the political consequences of recent structural shifts in global energy markets are posing the most profound challenge to American hegemony since the end of the Cold War. [...] the various threads of petropolitics are now coming together in an emerging "axis of oil" that is acting as a counterweight to American hegemony on a widening range of issues. At the center of this undeclared but increasingly assertive axis is a growing geopolitical partnership between Russia (a major energy producer) and China (the paradigmatic rising consumer). »



Pierre Noël (avec Flynt Everett)
The National Interest,
2006.

En 2005 l'Ifri a notamment accueilli...



Mohammed Ismaïl Alshekh, ambassadeur d'Arabie Saoudite à Paris

Édouard Balladur,

ancien Premier ministre, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale (France)

Frank Belfrage,

ambassadeur de Suède à Paris

Jean Bizet,

sénateur de la Manche (France)

Jean-Louis Bourlanges, membre du Parlement européen



Hervé de Charette,

ancien ministre des Affaires étrangères, vice-président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale (France)

Robert Cooper, directeur général pour les Affaires étrangères et politiques, Conseil de l'Union européenne

Daniel Cohn-Bendit, membre du Parlement européen, co-président des Verts européens

Kemal Dervis, administrateur désigné du PNUD, ancien ministre de l'Économie de Turquie

Alexander Downer, ministre des Affaires étrangères d'Australie

Gareth Evans, président de l'International Crisis Group



conseiller auprès du secrétaire général des Nations unies

Dominique Bussereau,

ministre de l'Agriculture et de la Pêche (France)



Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne, chargée des relations extérieures

Gianfranco Fini, ministre des Affaires étrangères d'Italie

Jean-François Poncet, ancien ministre des Affaires étrangères, sénateur (France)

Karl-Theodor Freiherr zu Guttenberg, membre du Bundestag



Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République française

Anatoly Grystenko,

ministre de la Défense d'Ukraine

Jean-Marie Guéhenno, secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de paix

- **1 -** Mohammed Khatami, président de la République islamique d'Iran
- 2 Craig Stapleton, ambassadeur des États-Unis à Paris
- **3 -** Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque centrale européenne
- **4 -** Traian Basescu, président de la Roumanie
- **5 -** Jiri Paroubek, Premier ministre de la République tchèque

10



Élisabeth Guigou, ancien ministre, député (France) Tarja Halonen, présidente de la Finlande



Pascal Lamy, directeur général désigné de l'OMC Christine Lagarde, ministre déléguée au Commerce extérieur (France) Jo Leinen.

membre du Parlement européen

Jean-David Levitte, ambassadeur de France à Washington

Reinhard Lyhs, président de DaimlerChrysler France

Pierre Méhaignerie,

ancien ministre de l'Agriculture, président de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan du Sénat (France)

Ilinka Mitreva, ministre des Affaires étrangères de Macédoine



Miguel Angel Moratinos, ministre des Affaires étrangères d'Espagne

Klaus Neubert, ambassadeur d'Allemagne à Paris Tassos Papadopoulos, président de la République de Chypre

Loyola De Palacio, ancienne ministre de l'Agriculture (Espagne), ancienne commissaire européenne

Jerzy Plewa, ancien vice-ministre de l'Agriculture de Pologne, professeur à l'université d'Agriculture de Varsovie

Jérôme Rivière, député (France)

Dimitrij Rupel, président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ministre des Affaires étrangères de Slovénie

Wolfgang Schäuble, membre du Bundestag

Christian Schmidt, membre du Bundestag

Andreas Schockenhoff, membre du Bundestag

Piotr Switalski, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Pologne

Boris Tadic, président de la Serbie

Magdalena Vasaryova, secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Slovaquie





Serge Vinçon, président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat (France)

Miodrag Vlahovic, ministre des Affaires étrangères du Monténégro





- 6 Victor louchtchenko, président de l'Ukraine
- 7 Thierry de Montbrial et Alexei Mordachov, président-directeur général du groupe Seversta
- 8 Thierry de Montbrial et Hamid Karzaï, président de la République islamique d'Afghanistan
- 9 Hans Blix, ancien président exécutif de l'UNSCOM, président de la Commission sur les armes de destruction massive
- **10 -** Richard J. Durbin, sénateur de l'Illinois (États-Unis)
- **11 -** Mario Monti, ancien commissaire européen, Université de Milan

L'Ifri et ses partenaires











L'Ifri favorise dans un cadre non partisan une interaction constructive entre décideurs du secteur privé et du secteur public, experts, parlementaires et diplomates français comme étrangers, médias et société civile. Cette interaction féconde est source d'enrichissement mutuel.

À ses membres, individuels et institutionnels, l'Ifri offre un vaste programme de conférences-débats, de colloques et de rencontres qui leur permet d'être en prise continue avec l'actualité, les grands débats internationaux et leurs acteurs.

La participation des membres crée une dynamique essentielle à la vie de l'institut.

Aux entreprises, acteurs majeurs du système international, l'Ifri – situé au cœur d'un vaste réseau de centres de réflexion et de décision – s'efforce de ménager des passerelles vers les décideurs comme vers la communauté internationale des chercheurs. Le programme additionnel de rencontres destiné aux entreprises membres a pour objectif de contribuer à l'éclairage contextuel de leurs choix stratégiques.

Ce programme repose sur des déjeuners ou dîners-débat autour d'acteurs de la vie internationale, déjeuners de réflexion avec des chercheurs de l'institut, petits-déjeuners et séminaires. Ces rencontres sont également l'occasion d'un échange d'expériences apprécié par les responsables de sociétés. Les relations nouées avec les entreprises permettent à l'Ifri de nourrir sa réflexion en y intégrant leurs préoccupations. Nombre d'entre elles, en quête d'expertise indépendante de qualité, soutiennent ainsi des projets de recherche orientés vers l'action (policy oriented).

Dès sa création en 1979. l'Ifri a bâti son projet sur cette synergie fructueuse avec les entreprises partenaires. Celle-ci a encore porté ses fruits en 2005 et permis de renforcer notamment ses sept pôles de recherche et de créer une antenne à Bruxelles. Eur-Ifri, laquelle contribue à l'élargissement du champ d'influence en Europe de l'Ifri. L'Ifri tient ici à remercier pour leur soutien renouvelé ses partenaires de longue date et accueille chaleureusement les entreprises qui l'ont rejoint cette année.

L'Ifri remercie également les fondations et institutions françaises et internationales qui l'ont accompagné en 2005.

Depuis le mois d'avril 2006, la direction du développement, dont la vocation est de développer les relations avec les membres de l'institut, est assurée par Brynhild Dumas qui a succédé à Corinne Degoutte, appelée à d'autres fonctions.







Rencontres réservées aux entreprises membres

Dîners et déjeuners-débat Présidence : *Thierry de Montbrial*

12 ianvier

avec Valéry Giscard d'Estaing

28 février

avec Lakhdar Brahimi, conseiller auprès du secrétaire général des Nations Unies

29 mars

avec *Jean-David Lévitte*, ambassadeur de France à Washington

4 avri

avec *Mohamed Khatami*, président de la République islamique d'Iran

9 ma

avec *Miguel Angel Moratinos*, ministre des Affaires étrangères d'Espagne

21 juin

avec *Mohammed Ismail Alshekh*, ambassadeur d'Arabie Saoudite à Paris

1er juillet

avec *Pascal Lamy*, directeur général désigné de l'OMC

14 septembre

avec *Alexei Mordachov*, présidentdirecteur général de SeverStal Group

4 octobre

avec *Craig Stapleton*, ambassadeur des États-Unis à Paris

17 octobre

avec *Jiri Paroubek*, Premier ministre de la République tchèque

21 octobre

avec Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque centrale européenne

3 novembre

avec *Tassos Papadopoulos*, président de la République de Chypre

8 décembre

avec *Benita Ferrero-Waldner*, commissaire européenne, chargée des relations extérieures



Déjeuners de travail avec les chercheurs Présidence : *Thierry de Montbrial*

19 avril

« Quels conflits, quelle insécurité pour la France à 30 ans ? »

avec Dominique David

10 mai

« La Constitution : un débat incontournable sur l'Europe »

avec Pierre Defraigne, directeur, Eur-Ifri, et Philippe Moreau Defarges

8 juin

« Le pétrole à 50 euros : économie et géopolitique »

avec Pierre Noël

11 octobre

« Le Moyen-Orient : une menace pour l'Europe ? »

avec Denis Bauchard

8 novembre

« Régionalisation ou fragmentation en Asie ? Le cas des relations Chine-Japon »

avec Valérie Niquet





Entreprises membres au 31 décembre 2005

L'Ifri compte aujourd'hui une centaine de sociétés membres pour qui des rencontres avec des dirigeants et des décideurs internationaux sont organisées dans un cadre propice aux échanges.

Α

ABN-AMRO FRANCE ACCOR

AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT

AIR FRANCE

AIR LIQUIDE

AMERICAN EXPRESS

ARCEL OR

ARF\/A

ARIANESPACE

AXA

BANQUE DE FRANCE BANQUE FEDERALE DES **BANQUES POPULAIRES** BARCLAYS BANK BASF FRANCE **BC PARTNERS BEARINGPOINT** BESV **BOUYGUES** BURFLLE S.A.

CABINET GIDE LOYRETTE NOUEL CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS **CAIXABANK CARGILL CARREFOUR** CHAMPAGNE CEREALES CHARBONNAGES DE FRANCE CILAS **CITIGROUP**

COFACE COLAS COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE COOP DE FRANCE CREDIT AGRICOLE S.A. CREDIT FONCIER DE FRANCE

CREDIT MUTUEL CREDIT SUISSE GROUP

D

DAIMLERCHRYSLER DASSAULT AVIATION DEUTSCHE BANK DEXIA - CREDIT LOCAL DE FRANCE DEXIA ASSET MANAGEMENT

Е EADS

EIFFAGE

ELECTRICITE DE FRANCE

FRAMET

F

FEDERATION FRANÇAISE DES SOCIETES D'ASSURANCES FEDERATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS FEDERATION NATIONALE GROUPAMA

G

GAZ DE FRANCE **GIMELEC**

FRANCE TELECOM

н

HENNESSY HSBC

INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE INVIVO

J

JEANTET & ASSOCIES JP MORGAN CHASE BANK

ī.

LA MONDIALE

LA POSTE LABORATOIRES SERVIER LAFARGE LAZARD FRERES LES ECHOS I 'ORFAI I V/MH

MAZARS MEDEF MONITOR COMPANY MOODY'S FRANCE MORGAN STANLEY

N

NAPLES INVESTISSEMENT NATEXIS BANQUES POPULAIRES NOKIA

Р

PERNOD RICARD PSA PEUGEOT CITROËN

R

RATP **RENAULT ROLAND BERGER & PARTNERS ROTHSCHILD & CIE BANQUE** RTF

s

SAGEM COMMUNICATION SANOFI-AVENTIS SOCIETE DU LOUVRE SOCIETE GENERALE SODEXHO ALLIANCE SOFINNOVA PARTNERS SOFIPROTEOL **SOFRESA SUEZ**

Т

THALES TOTAL

U

UNIGRAINS UNION DES INDUSTRIES METALLURGIQUES ET MINIERES UNISTRAT COFACE

VALLOUREC VIEL & CIE

WENDEL INVESTISSEMENT

En 2005, les entreprises et institutions suivantes ont apporté leur soutien à des programmes de recherche ou des projets ponctuels :

ARIANESPACE, BNP PARIBAS, CONFEDERATION GENERALE DES PLANTEURS DE BETTERAVES, CITIGROUP, CEA, CREDIT AGRICOLE, EADS, FEDERATION DES PRODUCTEURS D'OLEAGINEUX ET DE PROTEAGINEUX, FEDERATION NATIONALE GROUPAMA, GROUPE SOLOGNE, INVIVO, LAFARGE, RENAULT, SODEXHO ALLIANCE, SUEZ, UNIGRAINS - COMMISSION EUROPEENNE, GERMAN MARSHALL FUND OF THE UNITED STATES, ROBERT BOSCH STIFTUNG, FONDATION ROBERT SCHUMAN.

16

Ambassades et institutions membres au 31 décembre 2005

AMBASSADE D'AFRIQUE DU SUD

AMBASSADE D'ALLEMAGNE

AMBASSADE D'ANDORRE

AMBASSADE D'ARABIE SAOUDITE

AMBASSADE D'ARGENTINE

AMBASSADE D'AUSTRALIE

AMBASSADE D'AUTRICHE

AMBASSADE D'AZERBAÏDJAN

AMBASSADE DE BELGIQUE

AMBASSADE DU BRESIL

AMBASSADE DE BULGARIE

AMBASSADE DU CANADA

AMBASSADE DE CHINE

AMBASSADE DE CHYPRE

AMBASSADE DE COREE

AMBASSADE DE CROATIE

AMBASSADE DU DANEMARK

AMBASSADE D'EGYPTE

AMBASSADE D'ESPAGNE

AMBASSADE D'ESTONIE

AMBASSADE DES ETATS-UNIS

AMBASSADE DE LA

FEDERATION DE RUSSIE

AMBASSADE DE FINLANDE

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE

AMBASSADE DE GRECE

AMBASSADE D'INDE

AMBASSADE D'IRAN

AMBASSADE D'IRLANDE

AMBASSADE D'ISRAËL

AMBASSADE D'ITALIE

AMBASSADE DU JAPON

AMBASSADE DU KOWEÏT

AMBASSADE DE LETTONIE

BUREAU DE LA LIGUE

DES ÉTATS ARABES

AMBASSADE DE LITUANIE

AMBASSADE DU LUXEMBOURG

AMBASSADE DE MALTE

AMBASSADE DU MEXIQUE

AMBASSADE DE MONACO

AMBASSADE DE NORVEGE

AMBASSADE DE NOUVELLE-ZELANDE

AMBASSADE D'OUZBEKISTAN

AMBASSADE DES PAYS-BAS

AMBASSADE DE POLOGNE

AMBASSADE DU PORTUGAL

AMBASSADE DE ROUMANIE

AMBASSADE DE SERBIE

ET MONTENEGRO

AMBASSADE DE SINGAPOUR

AMBASSADE DE SLOVAQUIE

AMBASSADE DE SLOVENIE

AMBASSADE DE SUEDE

AMBASSADE DE SUISSE

AMBASSADE DE TUNISIE

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE

AMBASSADE DE TURQUIE

AMBASSADE DU VIETNAM

BUREAU DE REPRESENTATION DE TAIPEI

DELEGATION GENERALE DU QUEBEC

DELEGATION PERMANENTE

DU CANADA AUPRES DE L'OCDE

DELEGATION PERMANENTE DU JAPON

AUPRES DE L'OCDE

DELEGATION PERMANENTE

DE LA POLOGNE AUPRES DE L'OCDE

DELEGATION PERMANENTE

DE LA SUEDE AUPRES DE L'OCDE

CENTRE D'ETUDES INTERNATIONALES (CEI)

CENTRE JAPONAIS DU COMMERCE

EXTERIEUR (JAPAN EXTERNAL TRADE

ORGANIZATION, JETRO)

INSTITUT D'ETUDES DE SECURITE - UNION

FUROPEENNE

CENTRE DE TRADUCTION -

MINISTERE DE L'ECONOMIE,

DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE



Rapport d'activité 2005

La recherche

Programmes régionaux

Europe

- Le Comité d'études des relations franco-allemandes, Cerfa
- Le Centre franco-autrichien pour le rapprochement européen, CFA
- Eur-Ifri

Le Centre français sur les Etats-Unis, CFE Russie/NEI

Le Centre asie ifri Maghreb/Moyen-Orient

Programmes transversaux

Sécurité

Economie mondiale

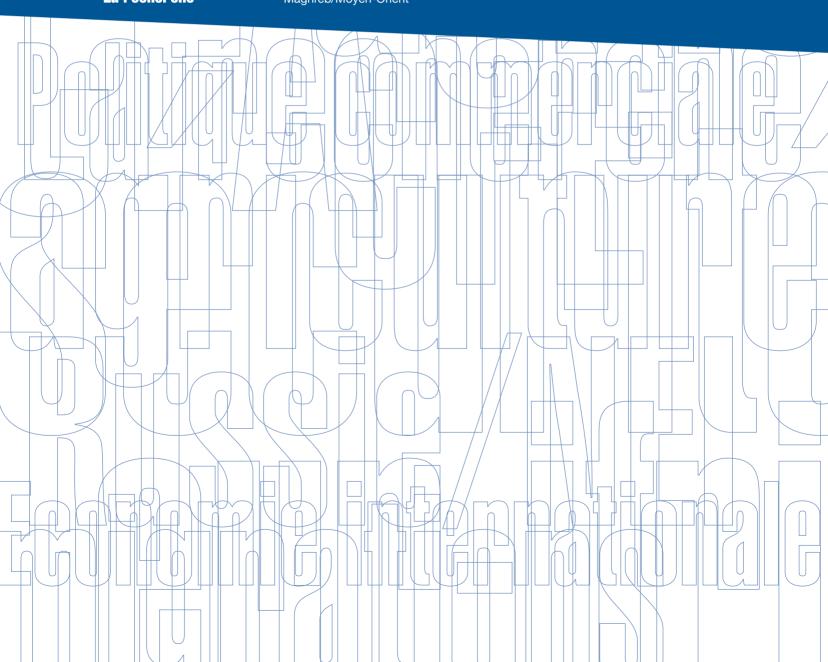
Programme Politique commerciale et gouvernance de la mondialisation

Programme Agriculture

Programme Energie et relations internationales

Programme transatlantique

Programme Migrations, identités, citoyenneté



PROGRAMMES RÉGIONAUX

Europe

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

Créé en 1954, le Cerfa a vocation à contribuer à une meilleure connaissance mutuelle des approches respectives de la France et de l'Allemagne en matière politique, socioéconomique et sociétale.

La tutelle en est assurée par l'Ifri du côté français et par la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP) du côté allemand.

Son financement est assuré à parité par le ministère français des Affaires étrangères et l'Auswärtiges Amt. Le Cerfa est l'un des principaux lieux de recherche et de débat en France sur les relations franco-allemandes.

Équipe

Hans Stark, secrétaire général (politique intérieure et étrangère de l'Allemagne, relations franco-allemandes, intégration européenne)

Claire Demesmay, (culture politique et débats de société de l'Allemagne contemporaine, relations francoallemandes, identité et citoyenneté en Europe)

Janine Ziegler, assistante de recherche

Emmanuelle Saunier, assistante de recherche

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a pour objectif de :

- contribuer à une meilleure connaissance de l'Allemagne en France, ainsi que de la France en Allemagne;
- analyser l'état et les perspectives de la relation franco-allemande, en particulier dans le cadre de son approfondissement dans une Union européenne en constante évolution.

Traditionnellement, les trois axes de recherche du Cerfa sont l'Allemagne contemporaine, abordée sous l'angle de sa politique intérieure et de sa politique étrangère, les relations franco-allemandes dans leurs diverses dimensions et l'intégration européenne. En 2006, ses travaux se sont principalement articulés autour de deux thèmes dictés par l'actualité.

La France, l'Allemagne et la Constitution européenne

Le Cerfa s'efforce d'approfondir le dialogue sur les dossiers d'intérêt commun et les grands défis bilatéraux en identifiant les convergences et divergences entre les deux pays. La discussion sur la Constitution européenne, puis le non français au référendum, ont fourni en 2005 un prisme privilégié pour aborder les relations franco-allemandes et l'intégration européenne.

Dans cette perspective, le Cerfa s'est livré, d'une part, à une analyse comparative des visions françaises et allemandes de l'Europe et, d'autre part, à une réflexion sur la place et le rôle du couple francoallemand en Europe après l'échec du référendum. Ces études ont été publiées dans la collection de notes régulières « Visions franco-allemandes » (disponibles sur < www.ifri.org >). Deux conférences-débats, l'une autour de Daniel Cohn-Bendit (18 mai), l'autre consacrée au rôle de la société civile dans le rapprochement entre les deux pays après le non français (14 juin), ont été organisées.

En outre, le Cerfa s'est penché sur les grands défis auxquels sont confrontées la France et l'Allemagne en Europe. Il a ainsi organisé son colloque annuel (24 janvier) autour des thèmes franco-allemands qui ont marqué l'année 2004 et s'avéraient centraux pour l'année 2005 : l'intégration européenne, la sécurité internationale, les relations transatlantiques, la coopération industrielle bilatérale et la réconciliation

60 ans après le D-Day. Autre sujet essentiel: l'avenir du budget européen, sur lequel le Cerfa a proposé, dans sa collection « La France, l'Allemagne, l'Europe », une réflexion franco-allemande et organisé une conférence-débat (24 février).

Un nouveau gouvernement pour l'Allemagne

Les élections législatives du 18 septembre 2005 outre-Rhin ont suscité bien des interrogations. En l'absence de majorité absolue au Bundestag pour les coalitions traditionnelles CDU/CSU-FDP ou SPD-Verts, la composition de la coalition gouvernementale et le nom de la future chancelière n'ont en effet été connus qu'à l'issue de longues négociations entre les différents partis. Le Cerfa a tenté d'apporter un éclairage sur la situation allemande à travers ses manifestations et publications.

Il a d'abord contribué à établir un bilan du gouvernement Schröder. Plusieurs « Notes du Cerfa » ont ainsi été consacrées aux dossiers centraux du gouvernement « rouge-vert », notamment au marché du travail allemand, à la nouvelle politique de l'immigration de l'Allemagne et aux relations germano-russes.

La politique de la grande coalition, ensuite, a été abordée dans le cadre de plusieurs conférences-débats portant notamment sur la formation du gouvernement (27 septembre), sur l'économie allemande (27 octobre) et sur la politique étrangère de l'Allemagne (21 novembre), ainsi que lors d'un séminaire sur les orientations futures de l'Allemagne en matière de politique étrangère et de sécurité (15-16 novembre). La politique de la grande coalition a été l'un des grands thèmes du colloque annuel du Cerfa le 30 janvier 2006, intitulé « Vers un espace public européen ? Regards croisés franco-allemands sur les 100 premiers jours du gouvernement Merkel ».

Enfin, pour éclairer l'arrière-plan de la politique intérieure allemande, le Cerfa a publié deux ouvrages portant sur les mécanismes du pouvoir en RFA (*Qui dirige l'Allemagne*?, janvier 2005) et sur l'identité politique et culturelle de l'Allemagne (*Qui sont les Allemands*?, janvier 2006). À travers plusieurs numéros de sa publication électronique (« Note du Cerfa »), il a également proposé une étude du spectre politique allemand.

Conférences et débats

24 janvier

50 ans de relations franco-allemandes - 50 ans de Cerfa : bilan et perspectives d'avenir

La conférence annuelle du Cerfa – organisée avec le soutien des ministères français et allemand des Affaires étrangères et des fondations Robert Schuman et Robert Bosch – a été consacrée à la célébration du 50e anniversaire des accords de Saint-Cloud. Ce fut également pour le Cerfa l'occasion de célébrer le 50e anniversaire de sa création. Acteurs de la réconciliation franco-allemande, responsables politiques et économiques, chercheurs ont dressé un bilan de la coopération franco-allemande et réfléchi sur un nouveau rôle pour le couple franco-allemand dans un contexte européen et international en profonde évolution.





Séminaires

12-13 septembre

La citoyenneté au défi de la diversité. Organisé avec le Centre fédéral pour l'éducation civique (BpB)

La crise actuelle de la construction européenne et, parallèlement, celle de l'intégration dans de nombreux pays européens conduisent à s'interroger sur la citoyenneté en Europe. Ce séminaire franco-allemand avait pour objectif d'étudier de façon comparative les concepts et les pratiques de la politique d'intégration en France, en Allemagne et dans d'autres pays européens, de réfléchir sur de nouvelles formes d'éducation à la citoyenneté dans le contexte européen et de proposer des initiatives et projets novateurs.

15-16 novembre

Forum stratégique franco-allemand

Organisé en coopération avec la Fondation Konrad Adenauer et la Délégation aux affaires stratégiques du ministère français de la Défense, ce séminaire restreint, auquel ont participé parlementaires, experts et hauts fonctionnaires français et allemands, a permis des échanges fructueux sur les convergences et divergences des approches à l'égard de l'OTAN, de la PESD ou des enjeux économiques et financiers des politiques de défense, et sur leur impact sur les relations franco-allemandes.

Conférences, petits-déjeuners

24 février

La France, l'Allemagne et l'avenir du budget européen

Friedrich Heinemann, chercheur au Centre pour la recherche économique européenne de Mannheim, responsable du groupe de travail sur l'intégration européenne, et *Maxime Lefebvre*, ancien chargé des affaires européennes à l'Ifri.

Présidence : Claire Demesmay.

7 avril

L'élite de demain en Allemagne

Michael Kretschmer, député de la CDU au Parlement allemand et membre du Comité consultatif sur l'enseignement, la recherche et la technologie.

Présidence : Claire Demesmay.

12 mai

L'avenir des nouveaux Länder dans l'Europe élargie

Stanislaw Tillich, ministre de l'Agriculture et de l'Environnement du Land de Saxe, et Michel-Éric Dufeil, chef d'unité à la Commission européenne, Direction générale de la politique régionale.

Présidence : Claire Demesmay.

18 ma

Visions françaises et allemandes de l'Europe

Daniel Cohn-Bendit, député des Verts au Parlement européen et co-président des Verts européens.

Présidence : Hans Stark.

14 iuir

Le couple franco-allemand après le référendum : le rôle des sociétés civiles

Max Claudet, secrétaire général de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), Jérôme Clement, président d'Arte France, Claire Demesnay, chercheur au Cerfa/Ifri, et Till Meyer, directeur du Centre culturel allemand de Dijon.

Présidence : Hans Stark.

27 septembre

Après les élections allemandes du 18 septembre : quel gouvernement pour l'Allemagne ?

Débat organisé avec les fondations Konrad Adenauer et Friedrich Ebert avec *Wolfgang Börnsen*, député de la CDU, *Michael Roth*, député du SPD, *Ulrich Eith*, université de Freiburg, *Andreas Kießling*, université de Munich, et *Sylvie Goulard*, IEP de Paris.

Présidence : Hans Stark.

27 octobre

Après les élections : où va l'économie allemande ?

René Lasserre, directeur du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC), professeur à l'université de Cergy-Pontoise, et Isabelle Bourgeois, rédactrice en chef de Regards sur l'économie allemande.

Présidence : Hans Stark.

21 novembre

Après les élections : quelle politique étrangère pour l'Allemagne ?

Christian Hacke, professeur à l'université de Bonn, et *Georges-Henri Soutou*, professeur à l'université Paris IV.

Présidence : Hans Stark.

« Vision francoallemandes » « Note du Cerfa »





« Radioscopies de l'Allemagne »

« Qui dirige l'Allemagne ? »





Europe

Le Centre francoautrichien pour le rapprochement européen (CFA)

Le Centre franco-autrichien, dont le siège est à Vienne, a été créé en 1978 par le chancelier Kreisky et Jacques Chirac, alors Premier ministre, pour développer des coopérations économiques francoautrichiennes avec certaines démocraties populaires (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne). Le centre a changé de cap avec la chute du mur de Berlin et s'est concentré sur l'information des pays candidats afin de leur permettre de s'intégrer dans les meilleures conditions à l'Europe. L'élargissement de l'Europe en 2004 a conduit à de nouvelles réorientations, en particulier vers les relations entre l'Europe élargie et ses « nouveaux voisins ».

Équipe

Les activités du CFA sont organisées à l'Ifri par Éliane Mossé, assistée par Martine Breux.
Le secrétaire général du CFA est Peter Jankowitsch (Vienne).
La présidence du centre est assumée par Thierry de Montbrial.

Le CFA a vocation à favoriser les échanges d'expériences entre représentants des milieux politiques, économiques et financiers des secteurs publics et privés des anciens et nouveaux membres de l'UE ainsi que des pays candidats. Dans cette perspective, il organise des rencontres (colloques et séminaires) sur des sujets d'intérêt commun (politiques monétaires et budgétaires, agricoles, stratégie des PME, lutte contre le crime organisé, flux migratoires, gestion de la santé, de la sécurité, évolution des institutions européennes, etc.) à Paris et dans chacun des pays membres.

En 2005, le CFA a continué à œuvrer à la convergence des économies, en tenant compte des périodes transitoires, parfois longues, prévues dans certains cas. Dans cette perspective, un colloque s'est tenu à Budapest sur la gestion de l'espace rural dans une Europe élargie. Une conférence bilatérale franco-autrichienne a mis l'accent sur la comparaison des modèles sociaux français et autrichien (Salzbourg). Enfin, des tables rondes ont abordé les conséquences de la crise de l'énergie sur les nouveaux membres (Paris), les objectifs de la présidence autrichienne de l'Union européenne (Paris) ou la Pologne au lendemain des élections (Paris).

Le CFA a par ailleurs consacré plusieurs réunions aux relations entre l'Union européenne et ses « nouveaux voisins ».

Orientations des activités en 2006

Les orientations suivantes ont été retenues :

- l'évolution économique et géopolitique de la région des Balkans (2006 est une année charnière pour les Balkans : révision du statut du Kosovo, ouverture des négociations d'adhésion avec la Macédoine, référendum sur l'indépendance du Monténégro, etc.);
- la compétitivité de l'Europe ;
- les futurs élargissements (la Roumanie et la Bulgarie) et les relations avec les nouveaux voisins.

Tables rondes et séminaires

4 mars

L'Ukraine entre la Russie et l'Union européenne élargie

Table ronde avec *Yuriy Sergeyev*, ambassadeur d'Ukraine à Paris, *Anne de Tinguy*, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)/Centre d'études et de recherches internationales (CERI), *Vasily Astrov*, économiste à l'Institut d'économie internationale de Vienne (WIIW).

Présidence : Peter Jankowitsch

13 juin

Le pétrole à 50 dollars... et après ?

Séminaire avec *Emmanuel Bergasse*, administrateur pour les pays d'Europe centrale et du Sud-Est, Agence internationale de l'énergie (AIE), *Catherine Locatelli*, chargée de recherche, CNRS, Université de Grenoble, et *Pierre Noël*, chercheur à l'Ifri, Centre français sur les États-Unis (CFE).

Présidence : Peter Jankowitsch

1 er décembre

L'Union européenne à la veille de la présidence autrichienne

Table ronde avec *Élisabeth Tichy-Fisslberger*, directeur général adjoint, ministère autrichien des Affaires étrangères, *Jacques Rupnik*, directeur de recherche, CERI/FNSP, *Philippe Moreau Defarges*, chercheur, co-directeur de *RAMSES*, Ifri.

Présidence : Peter Jankowitsch

Conférences internationales

18-19 avril

Quelle politique de développement rural dans l'Europe élargie ?, Budapest (Hongrie)

Organisée en étroite coopération avec le forum EcoSocial autrichien, les ministères français, autrichien et hongrois de l'Agriculture ainsi que l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), cette conférence qui a réuni de nombreux représentants des nouveaux États membres (pays Baltes, Pologne, République tchèque, Slovénie) et candidats (Roumanie et Bulgarie) a été l'occasion de faire le point sur le fonctionnement de la politique agricole commune (PAC) et, à la lumière des attentes, de s'interroger sur une politique de développement rural durable à l'échelle européenne.

4-5 iuillet

Les Balkans de l'Ouest : nouveaux défis pour l'Union européenne, Opatija (Croatie)

Dix ans après les accords de Dayton, les Balkans de l'Ouest retrouvent une stabilité toute relative. Cette conférence, qui a réuni de nombreux représentants de la société civile des pays de la région, a permis d'évaluer les initiatives régionales et d'explorer les voies d'une coopération accrue avec l'Union européenne.

10 octobre

Journée franco-autrichienne, Salzbourg (Autriche)

Cette première Journée franco-autrichienne, organisée avec le soutien du Land de Salzbourg, était consacrée à une réflexion sur l'approfondissement de la coopération et des échanges entre la France et l'Autriche dans les domaines économiques et sociaux, technologiques, culturels et politiques dans un contexte européen appelé à relever de nombreux défis.

Europe

Eur-Ifri

l'antenne de l'Ifri à Bruxelles. Sa mission est d'apporter une contribution au débat européen en mettant l'accent sur une approche interdisciplinaire et transversale et en associant décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle européenne. Eur-Ifri est concu à la fois comme une porte d'entrée sur les débats bruxellois et comme un vecteur susceptible de porter à Bruxelles les débats et conceptions français en matière de construction européenne. Cette initiative va de pair avec l'européanisation de l'Ifri c'est-à-dire l'ouverture à la dimension européenne des domaines abordés à l'Institut.

Établi en mars 2005, Eur-Ifri est

Au cours de l'année, la présence d'Eur-Ifri dans le débat s'est surtout manifestée par la création des « mardis d'Eur-Ifri », rencontres hebdomadaires, réunissant autour de thèmes européens, un public de hauts fonctionnaires, de chefs d'entreprises et de journalistes et la tenue de deux conférences internationales.

Équipe

Pierre Defraigne, directeur

Sophie Lenoble, assistante de recherche

Chloé Debay-Cornish, assistante

Conférences internationales

17 iuin

Impact de l'élargissement sur la localisation et la compétitivité des entreprises en Europe Cette conférence, conçue dans le cadre du programme de travail du secteur « Économie mondiale » de l'Ifri, a été organisée en étroite coopération avec ce secteur (voir Économie mondiale).

4 iuillet

The EU, China and the Quest for a Multilateral World

Conférence organisée à l'occasion du 30° anniversaire des relations entre l'UE et la Chine en coopération avec le Centre Asie.

Conférences et Débats

(voir Conférences Générales)

Le Centre français sur les États-Unis (CFE)

Le Centre français sur les États-Unis, créé le 1 er septembre 1999, a pour mission d'améliorer la connaissance réciproque des politiques publiques de la France et des États-Unis, de façon à permettre aux milieux dirigeants de mieux comprendre le fonctionnement du système de l'autre pays.

Le CFE est indépendant dans ses travaux et dans ses conclusions, mais en prise directe avec les centres d'intérêt des milieux politique et économique.

Le centre analyse les développements politiques, économiques et sociaux des États-Unis, ainsi que leur impact sur la conduite de la politique américaine dans le monde et sur les relations transatlantiques et franco-américaines.

Le CFE est dirigé par Guillaume
Parmentier. Il conduit des programmes
de travail, organise des débats et publie
ses travaux, notamment sous
la forme de policy papers.
Chaque année, la conférence annuelle
du CFE réunit des personnalités
françaises et américaines qui se livrent
à une analyse croisée des évolutions
outre-Atlantique en matière
économique et de politique intérieure
et extérieure.

Équipe

Guillaume Parmentier, directeur

Laurence Nardon, chercheur

Pierre Noël, chercheur

François Vergniolle de Chantal, chercheur associé

Maïté Jauréguy, Visiting Fellow, en poste au CSIS

Nicolas de Boisgrollier, Visiting Fellow, en poste à la Brookings Institution

Ruth Lambertz, assistante de recherche

Politique intérieure et décision publique

L'un des objectifs prioritaires du CFE consiste à offrir aux décideurs et aux observateurs concernés des clefs pour mieux comprendre la complexité des modes de décision aux États-Unis. Le centre publie notamment un guide des membres et staffers du Congrès des États-Unis ayant une influence en matière internationale, qui met l'accent sur les spécificités de la procédure parlementaire américaine. Cet ouvrage est mis à jour régulièrement par James Lindsay du Council on Foreign Relations. L'édition 2005 présente le 109° Congrès. Il est disponible sur demande pour les partenaires du CFE.



En 2005, le programme a orienté ses activités sur l'avenir du Parti démocrate à la suite du résultat de l'élection présidentielle de 2004 et notamment sur la crise d'identité que traverse le parti et les pouvoirs présidentiels.

Guillaume Parmentier, François Vergniolle de Chantal.

Politique étrangère et de sécurité

L'accent a été mis sur les relations transatlantiques.

Publication associée : « Est-ce la fin du partenariat transatlantique ? »

Nicolas de Boisgrollier, in T. de Montbrial et P. Moreau Defarges, RAMSES 2006, Paris, Dunod. 2005

Guillaume Parmentier, Ruth Lambertz

Énergie et changements climatiques

Ce programme a pour objectif de développer une compétence de niveau international sur les politiques de l'énergie et du changement climatique. Les travaux se sont concentrés sur le débat sur la sécurité énergétique aux États-Unis. Ils feront l'objet d'une publication de *Pierre Noël* (à paraître) et d'une étude de *David M. Reiner*.

Publication associée: Technology Policy for Energy and Climate Change, Robert C. Marlay and Burton H. Koske, CFE Policy Papers Series, novembre.

Pierre Noël, David Reiner, Judge Institute of Management, université de Cambridge.

Espace

Les États-Unis demeurent la première puissance spatiale dans le monde. La militarisation de l'espace fait l'objet de recherches renforcées depuis quelques années et le projet NASA de retour sur la Lune et d'exploration de l'Univers, lancé par George Bush, bénéficie de sa réélection.

Le programme « Espace » a pour objectif de suivre et analyser les développements de la politique spatiale américaine – référence obligée pour l'Europe spatiale –, de faciliter le dialogue entre acteurs américains, français et européens, et notamment de s'interroger sur la mise en place de coopérations transatlantiques ou sur l'assouplissement des règles de contrôle à l'exportation.

(Voir Publications électroniques associées) *Laurence Nardon, Maïté Jauréguy*.

Programme « Homeland Security »

Le programme « Homeland Security » du CFE est en cours de constitution.

Le concept américain de « Department of Homeland Security » n'a pas d'équivalent en France et en Europe, qui, bien que moins richement dotées, sont fortes d'une longue expérience de terrain. En conséquence, Europe et États-Unis mesurent l'intérêt d'une coopération plus achevée dans ce domaine, l'un des plus porteurs pour la coopération transatlantique, notamment concernant les relations France/États-Unis. Initiée après septembre 2001, la coopération entre les deux pays sur ces problématiques fournit un excellent forum d'échanges pouvant permettre de dissiper incompréhensions et malentendus. Il est donc important que les acteurs français (du secteur public et privé) comprennent au mieux l'évolution, sur fond de primat sécuritaire, des pratiques et réglementations découlant des actions du « Department of Homeland Security ».

Le CFE, sur la base de son expertise des politiques publiques américaines, françaises et européennes, propose une approche du concept de Homeland Security à travers ses aspects institutionnels – au niveau exécutif et législatif – et ses implications en insistant sur le volet transatlantique et en fournissant un éclairage sur le processus de décisions politiques aux États-Unis.

Ce travail s'effectuera en collaboration avec des chercheurs du Center for Strategic and International Studies (CSIS) et de la Brookings Institution, deux éminents centres de recherche basés à Washington.

Guillaume Parmentier, Maïté Jauréguy, Nicolas de Boisgrollier.

Conférences et séminaires

Conférence annuelle du CFE

8 et 9 décembre

Vle conférence annuelle : "Où en sont les États-Unis en 2005 ?"

Cette conférence a réuni des personnalités américaines, aux sensibilités diverses, afin de mieux refléter la diversité des points de vue qui, en fin de compte, façonnent la politique américaine. On notera notamment la présence du sénateur Richard J. Durbin, démocrate, Illinois, de Clyde V. Prestowitz, Economic Strategy Institute, Washington, Marc E. Leland, German Marshall Fund of the United States (GMF), Washington, David Gompert, RAND Corporation, Santa Monica (Californie), Robert Kagan, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, ou de Stephen Walt, université Harvard. Ils avaient notamment pour interlocuteurs, du côté français, Hubert Védrine, Benoît d'Aboville, ancien ambassadeur auprès de l'OTAN, Antoine Garapon, etc. Dans le domaine de la politique intérieure, les débats ont porté sur la capacité à gouverner lors d'un second et dernier mandat présidentiel et sur la division culturelle et religieuse de l'opinion publique américaine. Ont également été abordés les aspects économiques et la politique étrangère avec la question de l'Irak.

Cette conférence a reçu le soutien du GMF, mais aussi de la Citibank et de Sodexho ainsi que, comme chaque année, du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères et de l'ambassade des États-Unis à Paris.

Politique intérieure et prise de décision 16 juin

La guerre contre le terrorisme, la guerre en lrak et les pouvoirs présidentiels

Séminaire de travail organisé autour de *Louis Fisher*, directeur de recherches et spécialiste de la séparation des pouvoirs au Congressional Research Service (CRS), Washington.

La lutte antiterroriste menée par l'Administration Bush depuis maintenant quatre ans a profondément modifié les équilibres politiques américains. Cette réunion a été l'occasion de s'interroger sur les dysfonctionnements de la pratique des *checks and balances* si caractéristiques de la culture politique américaine.

25 octobre

La crise du Parti démocrate aux États-Unis

Ce séminaire d'une journée avait pour objectif d'analyser la crise d'identité et l'affaiblissement du Parti démocrate, confirmé par la défaite de John Kerry en 2004. Il a bénéficié des témoignages de plusieurs analystes américains réputés dont Dan Balz, Washington Post, Stanley Greenberg, Democracy Corps, Thomas E. Mann, Brookings Institution, Charles E. Cook, Cook Political Report, Will Marshall, Progressive Policy Institute, Walter Oleszek, Congressional Reseach Service.

Politique étrangère et de sécurité

19 avril

Les relations germano-américaines et la France

Table ronde avec *Stephen F. Szabo*, professeur de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Washington, *Guillaume Parmentier*, CFE, *Hans Stark*, secrétaire général du Comité d'étude des relations franco-allemandes (Cerfa), Ifri.

Le lien germano-américain s'est distendu depuis la fin de la guerre froide, l'Allemagne cherchant à forger une nouvelle identité européenne.

Après le rapprochement du 11 septembre 2001, les désaccords sur la guerre en Irak, ainsi qu'une perception traditionnellement sceptique de la société américaine ont pris le pas. Les intervenants se sont interrogés sur l'avenir des relations germano-américaines et ont prôné l'établissement d'un nouveau rapport, sur une base d'égalité entre les deux partenaires (Union européenne et États-Unis).

Le CFE a par ailleurs co-organisé deux réunions :

— avec la Fondation pour l'innovation politique, sur l'opinion publique aux États-Unis.

— avec l'Institut Aspen France (Lyon), sur les relations transatlantiques « Europe-États-Unis : vers de nouveaux équilibres »

Politique spatiale

19 mai

L'exploration spatiale et le processus de construction européenne

organisé en partenariat avec l'Agence spatiale européenne (European Space Agency, ESA)

Le CFE est partie prenante d'une réflexion engagée par l'ESA en 2005 sur le cadre politique qu'il convient de donner en Europe aux futurs programmes d'exploration de l'Univers.

Ce séminaire d'une journée s'est interrogé sur la capacité de l'exploration spatiale européenne à contribuer à l'émergence d'un sentiment de citoyenneté européenne avec des présentations de *Jakub Ryzenko*, Polish Space Office, *Géraldine Naja*, ESA, *Astrid Bonté*, Eutelsat, et une présentation du projet ITER par le Pr. *Minh Quang Tran*, EFDA. *Élisabeth Sourgens*, European Space Policy Institute (ESPI), a plaidé en faveur d'un programme européen fort et indépendant.

« Homeland Security »

19 septembre

Homeland Security, Biosecurity and Transatlantic Cooperation

Petit-déjeuner de travail avec *David Heyman*, directeur du Homeland Security Program au Center for Strategic and International Studies (CSIS)

De grands changements ont été annoncés au sein du Homeland Security Departement. Trois ans après la création de ce ministère, la plus vaste réorganisation administrative aux États-Unis depuis celle du ministère de la Défense en 1947, le CFE a fait le point sur les accomplissements et perspectives de cette restructuration.

Programme Russie/NEI

Lancé en juillet 2004 le programme a pour objectif d'étudier la Russie et les nouveaux États indépendants dans une optique *policy oriented* et de participer au débat européen sur cette zone.

Équipe

Thomas Gomart, responsable du programme

Tatiana Kastouéva-Jean, assistante de recherche

Catherine Meniane, assistante





Russie.Nei.Visions 2006 Understanding Russia and the New Independent States Th. Gomart et T. Kastouéva-Jean (dir.).

Axes de recherche

Ce programme propose une collection électronique de *policy papers* –

« Russie.Nei.Visions » – publiés en français, anglais et russe. L'activité de recherche s'articule autour de quatre axes.

Élites et prise de décision

Ce volet de recherche vise à une meilleure compréhension de la formation des élites politiques, économiques et militaires dans les pays de la zone. L'influence des groupes respectifs ainsi que les différentes voies d'accès au pouvoir permettent d'éclairer le processus de décision. Une attention particulière est portée à l'interface entre leaderships politique et militaire, dans la mesure où elle permet d'identifier des points de blocage du système russe ainsi que des facteurs d'évolution.

« Partenariat stratégique » entre l'Union européenne et la Russie

Central pour la stabilité du continent européen mais aussi pour le développement des relations commerciales entre les deux parties, ce partenariat traverse aujourd'hui une crise de confiance. Les travaux visent à faciliter les échanges entre les deux parties et à faire office de force de proposition du côté européen aussi bien que russe. Une task force a ainsi été créée afin de formuler des recommandations opérationnelles.

Interaction des politiques énergétique et étrangère de la Russie

Le contrôle de la rente énergétique est décisif non seulement pour l'organisation politico-économique de la Russie mais aussi pour la nature de ses relations extérieures. L'objectif est d'examiner les recompositions du paysage énergétique russe et leurs implications dans les pays voisins tout en s'interrogeant sur les différents usages de l'approvisionnement énergétique.

Innovations technologiques et recherche scientifique

Afin de pouvoir anticiper les possibles diversifications de l'économie russe, ce volet du programme analyse les recompositions en cours dans le domaine technologique. Il cherche à identifier les niches d'excellence et les formations scientifiques permettant à la Russie de participer à la compétition internationale.

Séminaires

2-3 février

Sécurité et culture (à Moscou, en partenariat avec l'Institut d'État des relations internationales [Université-MGIMO, Moscou], et avec le soutien du NATO *Public Diplomacy Division*)
Ce séminaire a réuni 25 experts de l'UE, des États-Unis et de la CEI autour de la notion de « culture stratégique ».

30 novembre

Russia, Ukraine and the Near Abroad

Débat avec *Mark Medish*, ancien conseiller spécial du Président Clinton et directeur pour les affaires russes, ukrainiennes et eurasiennes de la Maison-Blanche de 2000 à 2001.

2 décembre

Workshop on EU/Russian Relations

Cette première réunion de la *task force* sur les relations UE/Russie, présidée par Thierry de Montbrial, s'est articulée autour de la présentation par leurs auteurs de quatre papiers sur les thèmes suivants :

- « Russia, Nato and the EU: A European Security Triangle or Shades of a New Entente?», par *Andrew Monaghan*;
- « The EU and Russia: the Needed Balance Between Geopolitics and Regionalism », par *Thomas Gomart*;
- « Representing Private Interests to Increase Trust in Russia-EU Relations », par *Timofeï Bordatchev*;
- « Multiplying Sources as the Best Strategy for EU-Russia Energy Relations », par Michael Thumann.
 Ils ont été discutés par Xavier de Villepin,
 Louis Gautier, Dov Lynch, Dominique David et Thierry
 de Montbrial. En relation avec d'autres groupes au
 sein de l'UE et en Russie, cette task force alimente
 la réflexion en cours sur l'Accord de partenariat et
 de coopération (APC) qui arrive à échéance en
 2007.

19-20 décembre

11° séminaire Ifri/MGIMO sur les questions de sécurité (en partenariat avec le département des études de sécurité et le MGIMO, Moscou)
Articulé autour des approches russe et française de l'« agenda stratégique », en tenant compte de l'Inde et de la Chine, des perspectives euro-atlantiques et des recompositions dans l'espace post-soviétique, ce séminaire a réuni des personnalités et experts russes et français.

Publications

Étude

Relations civilo-militaires et réforme militaire en Russie par Thomas Gomart et Gilles Lepesant

« Russie.Nei. Visions » (collection électronique de policy papers disponibles également en anglais et russe). Les dix policy papers réalisés (voir Publications) sont publiés dans l'ouvrage Russie.Nei. Visions 2006 Understanding Russia and the New Independent States Th. Gomart et T. Kastouéva-Jean (dir.), Travaux et Recherches de l'Ifri, 2006.

Maghreb/ Moyen-Orient

L'unité Maghreb/Moven-Orient s'intéresse à la zone géographique s'étendant du Maroc à l'Iran. Ses travaux portent également sur le monde méditerranéen dans son ensemble, et sur les relations entre l'Union européenne et les pays de la Méditerranée, notamment dans le cadre du processus de Barcelone. La question de l'islam d'Occident et en particulier de l'islam de France fait l'objet d'un suivi particulier ainsi que, par conséquent, les problèmes des communautés immigrées en provenance des pays musulmans. Les études conduites au sein de cette unité abordent des problématiques locales ou régionales et des questions transversales. Établissant des scénarios d'évolution, elles proposent aussi des éléments de choix aux décideurs politiques.

Équipe

Denis Bauchard, ancien diplomate, conseiller en charge du pôle

Khadija Mohsen-Finan, chargée de recherche (Maghreb, immigration, islam en Europe)

Judith Cahen, assistante de recherche (Syrie, politique arabe de la France)

Clément Therme, doctorant à l'EHESS/CADIS (Iran)

Mohammed El Oifi, chercheur associé (opinions publiques et médias dans le monde arabe)

Dorothée Schmid, chercheur associé (Méditerranée)

Jeanne Frey, assistante

Rémy Leveau, conseiller scientifique au sein du pôle depuis 1999, nous a quittés brutalement en mars 2005. Il a été à l'origine de nombreuses initiatives et de plusieurs études qui ont donné lieu à publication dont Musulmans de France et d'Europe, par R. Leveau et Khadija Mohsen-Finan (dir.) et Démocraties dans le monde arabe (à paraître).

Axes de réflexion

Les études et manifestations s'articulent autour de trois axes prioritaires :

La recomposition du monde arabe, et plus spécialement du Moyen-Orient, après le traumatisme irakien. Outre les différents scénarios d'évolution en Irak, sont plus spécialement étudiées les conséquences des événements en Irak sur divers pays de la zone : Jordanie, Syrie, Liban, Arabie Saoudite.

Le jeu d'influence de l'Iran est également suivi avec intérêt. Par ailleurs, la question palestinienne fait l'objet d'une attention particulière.

Le processus de réforme et de démocratisation de la région : le projet de « démocratiser » le monde arabe et musulman suscite interrogations et inquiétudes. L'objectif de cet axe de recherche est de réfléchir sur le contenu des réformes proposées par Washington et sur leur perception dans le monde arabe. Il s'agit aussi de s'interroger sur une éventuelle contribution européenne dans la mise en œuvre de ces changements nécessaires. Un bilan régulier des mesures prises dans le cadre des réformes s'inscrit dans les recherches en cours.

L'islam d'Occident et plus particulièrement d'Europe et de France est analysé à partir de l'insertion des populations d'origine immigrée et de culture musulmane.

Le pôle est membre du réseau d'excellence Ramsès II dans le cadre du VI PCRD (VIe Programme cadre de recherche et de développement de la Commission européenne). Il représente également l'Ifri dans le réseau EuroMesco (Euro-Mediterranean Study Commission) qui regroupe 48 centres de réflexion du pourtour méditerranéen.

Perspectives 2006

En 2006, la dégradation de la situation au Moyen-Orient et la persistance de la menace terroriste seront naturellement prises en compte.

Parmi les thèmes de réflexion, l'accent sera mis sur :

- le processus de réforme dans le monde arabe;
- la menace terroriste (voir projet initié conjointement avec le secteur « Sécurité » et intitulé « Islam radical et terrorisme : perspectives européennes »);
- dans le cadre de l'étude de la recomposition du Moyen-Orient, cinq pays feront l'objet d'un suivi particulier : l'Irak, l'Iran et sa politique étrangère, la Syrie, le Liban, l'Égypte;
- la question palestinienne : on appréciera les conséquences de la nouvelle donne après les élections israéliennes et palestiniennes.

Études

Les études réalisées portent sur les thèmes suivants :

Les chaînes d'information TV en langue arabe, par Mohammed El Oifi;

Les relations entre l'Algérie et le Maroc, par Khadija Mohsen-Finan (en cours);

Le rôle des médias dans la construction des identités collectives, par Khadija Mohsen-Finan (en cours).

Les opinions publiques et l'espace politique dans le monde arabe par Mohammed El Oifi.



Séminaires

30-31 mai

La démocratie : références musulmane et occidentale

(en partenariat avec l'université de Princeton) Organisé sous la direction de *Denis Bauchard* en coopération avec Abdellah Hammoudi, directeur. The Institute for the Transregional Study of the Contemporary Middle East, North Africa and Central Asia, Center of International Studies, université de Princeton, ce séminaire a été dédié au thème de la démocratie dans les pays arabes. Trois demijournées ont été consacrées à une réflexion sur les références séculaires ou religieuses de l'État dans les sociétés musulmanes, les rapports qu'entretiennent les pouvoirs avec les sociétés civiles ou encore les pressions, aussi bien internes qu'externes, qui poussent les gouvernements vers une plus grande ouverture à la démocratie. Le séminaire a été ouvert par Thierry de Montbrial et par S.A. le Prince Moulay Hicham (les actes de ce séminaire feront l'objet d'une publication).

1 er juin

Les modalités d'intégration de l'islamisme dans le processus politique maghrébin et moyen-oriental

(séminaire de praticiens et d'experts, organisé en partenariat avec les ministères français et britannique des Affaires étrangères)
L'objectif de cette réunion à huis clos était de réfléchir à l'opportunité et aux modalités d'un dialogue avec les mouvements islamistes politiques en tenant compte de leur diversité. Elle a donné lieu à un débat stimulant et constructif.

5 septembre

L'Europe et les États-Unis face aux crises du Moyen-Orient

(en partenariat avec EuroMeSco)
Cette conférence, qui a réuni des analystes et des praticiens européens, arabes et israéliens, avait pour but d'ouvrir le débat sur les approches comparées des puissances occidentales au Moyen-Orient. Cette région dessine en effet aujourd'hui un « arc de crises » dont l'évolution inquiète aussi bien les États-Unis que l'Union européenne. Le Moyen-Orient devient un test de la relation transatlantique (publication en cours).

10 octobre

L'islam radical

(séminaire d'experts, en partenariat avec le Centre d'études et de prospectives du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire)
Ce séminaire était consacré à une réflexion sur le « basculement » éventuel, pour certains musulmans (une infime minorité), d'une attitude piétiste et ritualiste vers une logique d'engagement pouvant être radicale. Deux modèles d'intégration ont été analysés : celui proposé par le discours des prédicateurs et des institutions, proche du multiculturalisme anglo-saxon ; celui proposé par les

salafistes et les tablighis, prônant la mise en place d'un communautarisme fondé sur des logiques « sectaires ».

7 novembre

Gestion et gouvernance dans le monde arabe : éléments de réflexion à parti du cas de Dubaï

(en partenariat avec le Strategic Communications Group, Dubaï)
Ce séminaire s'est inscrit dans le programme engagé par l'unité Maghreb/Moyen-Orient sur les réformes dans le monde arabe. L'expérience de l'émirat de Dubaï, qui a réussi à transformer la richesse en croissance, peut-elle, à cet égard, constituer une sorte de « modèle » pour les pays de la région ? Modèle, contre-modèle, particularisme ? Ce séminaire a été l'occasion d'une réflexion sur les atouts et les limites du modèle de Dubaï et les possibilités de son exportation dans le reste de la région. Il a également permis d'explorer les différentes possibilités de partenariat envisageables avec l'émirat (publication en cours).

Collection électronique de policy papers

Religion et politique au Maghreb : les exemples tunisien et marocain

Franck Fregosi et Malika Zeghal, introduits par Khadija Mohsen-Finan, Policy Paper n°11, mars.

Iran, Irak, États-Unis : vers un nouvel axe régional au Moyen-Orient ?

Rémy Leveau (dir.), Policy Paper n°14, mars.

Une nouvelle collection de notes brèves

« Actualités Maghreb/Moyen-Orient » (AMMO) présente par ailleurs des éclairages ponctuels sur un sujet d'actualité.

Le Centre asie ifri

L'objectif du Centre asie ifri est d'offrir un éclairage sur les grands enjeux politiques, stratégiques et économiques en Asie orientale et dans le sous-continent indien. Il se trouve au cœur d'un important réseau académique et d'expertise internationale et entretient des échanges réguliers avec ses homologues asiatiques, européens et américains. En association avec ses partenaires, publics ou privés, le Centre asie ifri conduit séminaires, groupes de réflexion et travaux d'analyse. Les résultats de ses travaux sont publiés dans Les cahiers d'asie ou présentés dans le cadre de l'Ifri.

Le centre a été dirigé par François Godement jusqu'en avril 2005. Depuis novembre 2005, sa direction est assurée par Valérie Niquet.

Équipe

Valérie Niquet, directeur

Françoise Nicolas, chercheur, économiste (économies émergentes) et maître de conférences associée à l'université de Marne-la-Vallée

Régine Serra, chercheur associé (Japon, relations internationales et stratégiques en Asie-Pacifique), chargée de cours à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)

Yang Baoyun, chercheur associé, directeur adjoint du Center for Asian-Pacific Studies, université de Beida, Pékin

Cécile Campagne, assistante

Trois axes de recherche ont été privilégiés :

Intégration régionale en Asie de l'Est : le cas de la Corée

La montée en puissance de la Chine a bouleversé la donne en Asie de l'Est sur les plans tant politique et stratégique qu'économique, et profondément modifié les conditions dans lesquelles s'inscrivent les initiatives d'intégration régionale.

La Corée, qui a fait l'obiet d'une publication de F. Nicolas. Korea and the Dual Chinese Challenge, est particulièrement sensible à ces modifications dans les équilibres régionaux, lesquelles la contraignent à redéfinir sa politique vis-à-vis de la Corée du Nord, mais aussi de l'ensemble de ses voisins. C'est à cette question de l'impact de la montée de la Chine sur le positionnement régional de la Corée qu'a été consacré un programme de recherche financé par la Fondation de Corée (Korea Foundation) et co-dirigé par Sophie Boisseau du Rocher et Françoise Nicolas. Ce programme, réalisé par une équipe multidisciplinaire de chercheurs français et coréens entre 2004 et 2005, a donné lieu à un colloque

(« The Rise of China and Korea's Regional Policy »). La publication d'un ouvrage collectif rassemblant les différentes communications est prévue pour 2006 (chez Routledge).

Relations économiques UE-ASEAN

Vers un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'ASEAN : une analyse qualitative

Avec le blocage des négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, les accords régionaux de libre-échange ne cessent de se multiplier. L'Union européenne participe activement à ce mouvement et de nombreux accords ont d'ores et déjà été signés ou sont en cours de négociation avec des partenaires en développement dans de nombreuses régions du monde (Méditerranée, Afrique, Amérique latine). Curieusement l'Asie est jusqu'à présent absente de la liste des partenaires de l'UE. Pourtant nombre de pays d'Asie, notamment les pays de l'ASEAN, négocient de leur côté avec leurs grands partenaires industrialisés (États-Unis et Japon). L'ouverture de négociations en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'ASEAN apparaît donc de plus en plus probable.

À la fin de 2005, le Centre asie ifri s'est vu confier, en collaboration avec l'université de

Limerick (Irlande), la réalisation d'un projet de recherche sur une analyse qualitative d'un éventuel accord de libre-échange entre l'UE et l'ASEAN pour la Direction du commerce de la Commission européenne. Ce programme piloté, par *F. Nicolas et Bernadette Andreosso-O'Callaghan* (université de Limerick), implique également des chercheurs de l'université Chulalongkorn (Bangkok) et de la National University of Singapore. Les résultats devraient être publiés dans le courant de 2006.

30 ans de relations sino-européennes

La Chine et l'Union européenne partagent une série de préoccupations stratégiques communes, dont la solution passe par un élargissement et un renforcement du système multilatéral. C'est notamment le cas de la question du changement climatique, de l'ouverture des marchés et du contrôle des armes de destruction massive. La montée en puissance de la Chine et l'avènement de l'UE en tant que puissance globale potentielle les mettent en position de contribuer à la promotion du multilatéralisme. Toutefois, l'efficacité de ces actions dépend en grande partie de la qualité de la relation bilatérale.

À l'occasion du 30e anniversaire des relations UE-Chine, une conférence, organisée par Eur-Ifri et le China Institute of International Studies, et à laquelle participait *F. Nicolas*, a été consacrée à l'analyse rétrospective et prospective des relations sino-européennes sur le plan tant politique qu'économique (voir Eur-Ifri).

Publication: The EU, China and the Quest for a Multilateral World, Pierre Defraigne (dir.).

Activités de débat

Dialogues bilatéraux

Dialogue franco-coréen

Le dialogue établi entre le Centre asie et la Korea Foundation réunit tous les deux ans, alternativement à Séoul et à Paris, experts coréens et français pour des échanges approfondis. En 2005, ces échanges ont eu lieu à Paris les 27 et 28 juin.

Dialogue franco-chinois

Le Centre asie ifri entretient des échanges réguliers avec le Forum des réformateurs de Chine (China Reform Forum) qui réunit des experts issus de divers instituts de recherche chinois. Dans ce cadre, un séminaire s'est tenu à l'Ifri le 6 décembre à l'occasion de la visite en France du Premier ministre Wen Jiabao.

Groupes de réflexion

Afin d'appréhender les évolutions politiques, économico-politiques et stratégiques en cours, deux groupes de réflexion se sont réunis régulièrement, l'un sur l'actualité

chinoise, piloté par *F. Godement*, l'autre sur les économies asiatiques, piloté par *F. Nicolas*. Réunissant experts et praticiens, ces groupes de réflexion ont permis des échanges informels autour d'une présentation.

Durant le premier semestre 2005, ont été publiés (publications électroniques):

Les Nouvelles de Chine

Synthèse mensuelle des analyses et point de vue chinois réalisée essentiellement à partir de la presse en mandarin. Direction: *Michal Meidan et F. Godement*

La Lettre du Japon

Publication bimestrielle éditée et rédigée par *Guibourg Delamotte*, offrant un compte rendu analytique des événements et débats au Japon.

Projets: axes de recherche 2006

L'émergence de la puissance chinoise et son intégration dans le système mondial constitue un élément pivot du programme de travail du Centre asie ifri. La Chine a mis en œuvre avec succès, depuis plus de 25 ans, une politique de croissance très volontariste, fondée sur une stratégie de réformes économiques et d'ouverture au monde extérieur. Cette stratégie d'émergence pacifique s'est traduite par une croissance rapide et continue et par une globalisation des intérêts chinois, ce qui suscite aujourd'hui un certain nombre d'interrogations de la part de ses partenaires.

Les axes de recherche porteront sur :

- les évolutions futures de la puissance chinoise;
- la question énergétique et le rôle des grandes puissances asiatiques ;
- l'architecture régionale en Asie et l'émergence d'une Asie multipolaire (Chine, Inde, Japon).

Le suivi de l'actualité sera assuré par la publication d'une lettre d'information bimensuelle. Il est aussi prévu de mettre en place une lettre d'analyse trimestrielle consacrée aux questions militaires en Chine.

Groupes de réflexion

Groupe de réflexion sur l'actualité chinoise

13 janvier

Défis et menaces en Asie centrale dans le nouveau contexte mondial de l'après-11 septembre 2001

avec *Ilias Sarsembaev*, assistant de recherche à la chaire d'Histoire russe de la Faculté des sciences humaines et sociales de l'Université de l'amitié des peuples, Moscou, et doctorant à l'Institut d'études politiques (IEP), Paris.

10 février

Vision chinoise de la situation post-électorale (États-Unis, Taiwan) et implication européenne avec *Anne-Charlotte Leclerc*, IEP, Paris.

31 mars

La relation Chine-Europe et ses implications stratégiques

avec François Godement, directeur, Centre asie ifri.

Groupe de réflexion sur les économies asiatiques

4 février

L'intégration financière en Asie orientale

avec *Kim Heungchong*, directeur de l'unité Europe, Center for Regional Economic Studies, Korean Institute for International Economic Policy (KIEP, Séoul).

11 mars

La rivalité Chine-Japon

avec *Denis Tersen*, haut fonctionnaire à la Direction générale du Trésor et de la Politique économique (DGTPE) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ancien ministre-conseiller pour les affaires économiques et commerciales à l'ambassade de France à Tokyo (1999-2003).

22 avril

Les économies émergentes d'Asie face à la concurrence de la Chine

avec *Françoise Nicolas*, économiste au Centre asie ifri et maître de conférences associée à l'Université de Marne-la-Vallée.

3 juin

L'essor des accords de libre-échange en Asie avec *Christian Milelli*, ingénieur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Séminaires

24 juin

The Rise of China and Korea's Regional Policy

Ce séminaire de clôture de l'étude sur l'intégration régionale en Asie de l'Est a réuni de nombreux universitaires et chercheurs coréens et français.

27-28 juin

6° dialogue France-Corée

en partenariat avec la Korea Foundation, Séoul

Ouvert par *Thierry de Montbrial* et *Kwon In Hyuk*, président de la Korea Foundation, cette réunion a été l'occasion d'un large échange de vues sur les développements dans la péninsule coréenne, les perspectives de l'Union européenne, ainsi que sur l'état des relations entre la France et la Corée.

6 décembre

China's Peaceful Rise and Sino-European Relations

en partenariat avec le China Reform Forum, Pékin

Cette réunion, présidée par Valérie Niquet et Xavier de Villepin, membre du conseil d'administration de l'Ifri, a été l'occasion d'échanges ouverts entre la délégation chinoise conduite par Zheng Bijian, président du China Reform Forum, et son vice-président, Li Junru, également vice-président de l'École centrale du Parti communiste chinois (PCC).

13 décembre

Les questions de sécurité en Asie : la politique de sécurité de Taiwan

Séminaire fermé avec *Andrew Nien-Dzu Yang*, secrétaire général du Chinese Council of Advanced Policy Studies, Taiwan. PROGRAMMES TRANSVERSAUX

Département des Études de sécurité

La démarche adoptée par le département des études de sécurité prend en compte les mutations très contemporaines de la notion de sécurité : les relations nouvelles entre facteurs militaires et civils supposés produire la sécurité ; l'interpénétration désormais évidente entre les dimensions internes et les dimensions externes de la sécurité des sociétés politiques ; l'élargissement du concept même de sécurité dans des logiques de sécurité humaine ou globale.

Équipe

Dominique David, responsable des études de sécurité

Chercheurs

Jean Klein, prolifération

Étienne de Durand : questions stratégiques et militaires, États-Unis, gestion des crises

Aline Lebœuf: gestion des crises, post-conflit, sécurité humaine, Afrique

Marc Hecker: terrorisme, gestion des crises, Moyen-Orient (Israël)

Françoise Thomas, assistante

Chercheurs associés:

Jolyon Howorth, professeur à l'université de Yale : questions européennes

Alain Antil, université de Rennes : crises africaines

Kryzstof Soloch: Pologne, nouveaux États membres, Europe centrale

Quatre axes de recherche et d'intervention ont été privilégiés :

Prospective stratégique et conflictuelle

Les travaux tentent de se projeter à la fois dans les futurs rapports de forces globaux (équilibres des puissances, évolutions des grandes masses ou problématiques géopolitiques, etc.) et dans les modalités conflictuelles qui en découleront.

Dans le prolongement de l'étude menée en 2004 sur une « typologie des conflits », une réflexion exploratoire est engagée avec Thalès sur une étude visant à identifier de possibles indicateurs de prévention des conflits (réalisation en 2006).

Évolution des concepts stratégiques et des appareils de défense

Il s'agit ici de confronter les choix politico-stratégiques aux évolutions de l'environnement de sécurité. Trois programmes sont en cours.

- Les grandes options stratégiques et militaires américaines

Ce programme s'inscrit dans le contexte nouveau issu de deux évolutions majeures : la fin de la guerre froide et un ensemble d'importantes mutations technologiques. Le modèle américain sert ici de référence.

À la suite de l'étude réalisée en 2004 sur « Les redéploiements du dispositif militaire américain », en 2005, une étude, conduite par Étienne de Durand au profit du Centre d'études en sciences sociales de la défense (C2SD) du ministère de la Défense, a été consacrée à La formation de la doctrine aérienne aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France.

En 2006, le département des études de sécurité assurera la gestion d'un « Observatoire de la stratégie américaine ». Ses travaux porteront plus particulièrement sur : la *Quadriennal Defense Review*; les hypothèses de « militarisation » de l'espace ; les rapports civils/militaires aux États-Unis ; la stratégie des États-Unis dans l'ancien espace soviétique.

- Dialogues stratégiques

Le département entretient des dialogues permanents avec plusieurs de ses homologues étrangers sur les questions de sécurité.

Dialogue transatlantique : séminaire « quadripartite »

Chaque année un séminaire réunit des chercheurs de l'Ifri, de Chatham House (G-B), de la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP, RFA) et de la RAND Corporation (E-U) autour des problématiques de sécurité liées à l'actualité internationale. Cette année, l'Ifri a été l'hôte de cette rencontre tenue alternativement au sein de chaque institution (6-7 octobre).

• Dialogue franco-russe

Organisé en partenariat avec l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, MGIMO, le séminaire bilatéral franco-russe sur les questions de sécurité, qui se réunit annuellement depuis 11 ans, alternativement à Paris et à Moscou, s'est tenu en décembre à Moscou (voir Russie/NEI).

• Dialogue franco-polonais

Inaugurant un partenariat Ifri/Institut polonais pour les affaires internationales (PISM), un séminaire bilatéral franco-polonais a eu lieu à Varsovie en décembre 2005. Ces rencontres se tiendront désormais de façon régulière.

Mise sur pied d'un programme « Problématiques terroristes »

Ce programme repose sur deux projets structurants (à réaliser en 2006): d'une part, une simulation de crise fondée sur des hypothèses spécifiques à l'Ifri, pour le compte du Centre d'études et de prévision (CEP) du ministère de l'Intérieur; d'autre part, une série de séminaires de recherche (organisés en coopération avec le secteur Maghreb/Moyen-Orient) autour du thème « Islam radical et terrorisme : perspectives européennes ». Cette série de séminaires sera réalisée sur financements privés.

Prolifération des armes de destruction massive

Ce programme reçoit le soutien du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et se manifeste par l'organisation d'une série de séminaires autour d'experts ainsi que d'une journée d'étude consacrée à un débat approfondi sur une question d'actualité (en 2005, la conférence de révision du TNP).

En 2006, l'accent sera mis sur l'évolution nucléaire de la Corée du Nord, le *build up* militaire de la Chine et la prolifération des missiles de croisière.

Les contributions sont publiées dans une collection électronique créée à cet effet, les « Proliferation Papers » (diffusion à plus de 1 500 personnes en France et à l'étranger), et dans *Politique étrangère*.

Quatre « Proliferation Papers » ont été publiés, avec pour auteurs, William C. Potter, Yuri E. Fedorov, Dmitri Trenin et George Perkovich (voir Publications).



Stabilisation/reconstruction/post-conflit

L'implication des Occidentaux dans des interventions complexes de stabilisation et de reconstruction est désormais récurrente. Leur mise en œuvre souffre souvent d'un déficit de réflexion critique et opérationnelle sur leurs fondements et leurs modalités. Les situations de crise actuelles – en particulier dans leur dimension asymétrique – appellent un concept nouveau d'opérations de stabilisation, permettant la reconstruction sur le long terme d'États et de sociétés viables, et la sortie de crise pour les puissances intervenantes.

À partir de cas spécifiques, ce programme s'efforce de prendre en compte les contraintes matérielles et politiques qui pèsent sur les intervenants ainsi que les logiques spécifiques à chaque espace en guerre. L'objectif est d'améliorer l'efficacité de l'usage de la force en tenant compte de l'articulation entre logiques politique, militaire et humanitaire. Les travaux, menés par E. de Durand et Aline Lebœuf, se concentrent sur la phase de stabilisation. Ils ont notamment dégagé un concept de « conflit fluide » (A. Lebœuf).

Études

La gestion des crises et les opérations de stabilisation complexes

Cette étude, conduite par *E. de Durand* pour le Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des Affaires étrangères, a donné lieu à un séminaire d'experts sur le cas afghan (4 janvier).

• Gestion des crises en Afrique

Une étude sur la collaboration francoallemande pour la gestion des crises en Afrique est menée par *A. Lebœuf* en coopération avec l'Institut für Afrika-Kunde (IAK) de Hambourg, à l'attention de la Délégation pour les affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense. Dans le cadre de cette étude, *Andreas Mehler*, directeur de l'IAK, a présenté ses travaux au cours d'un séminaire d'experts (12 septembre).

- Le relèvement post-conflit Le cas de la Sierra Leone fait l'objet notamment d'un travail de thèse par A. Lebœuf.
- Sécurité humaine : les enjeux sanitaires

Dans le prolongement du séminaire organisé fin 2004 sur le thème « Sida et enjeux de sécurité » (qui a donné lieu à une note à destination d'ONUSIDA et de l'ONU), le département des études de sécurité prévoit la mise sur pied d'un programme de recherche multiannuel sur le thème « Sécurité et systèmes sanitaires » (le risque épidémique, la vulnérabilité spécifique des systèmes de santé, le problème particulier des États fragiles, la gestion du problème du bioterrorisme, etc.).

Ces programmes sont transversaux par nature. Le département collabore ainsi régulièrement avec la quasi-totalité des autres unités de recherche de l'Ifri (Maghreb/Moyen-Orient, Centre asie ifri, Russie/NEI, etc.).

Les chantiers en cours pour 2006 consisteront pour l'essentiel à stabiliser et élargir le financement des programmes et à systématiser les publications correspondant à ces programmes.

Séminaires et débats

Programme « Prolifération » (en coopération avec le Commissariat à l'énergie atomique)

15 mars

Which Nuclear Posture Review for Washington and Moscow

avec William C. Potter, directeur, Center for Non

Proliferation Studies et Center for Russian and Eursian Studies, Monterey Institute of International Studies, Monterey, et *Dmitri V. Trenin*, Deputy Director, Carnegie Endowment for International Peace. Moscow Center. Moscou.

24 ma

Everything you Wanted to Know About Nuclear Terrorism but Were Afraid to Ask

avec *Graham Allison*, directeur, Belfer Center for Science and International Affairs, John K. Kennedy School of Government, université Harvard.

20 juin

NPT Review Conference : An Appraisal

Ce séminaire d'experts d'une journée, introduit par Thérèse Delpech, CEA, a été l'occasion d'évaluer les principaux enjeux de la conférence de révision du Traité de non-prolifération (2-27 mai), les principaux débats en cours dans cette enceinte et la position des non-alignés, et de s'interroger sur les perspectives d'avenir. Ces débats ont notamment bénéficié de la participation de François Rivasseau, ambassadeur, représentant permanent de la France à la Conférence du désarmement, Patricia Lewis, directeur de l'UNIDIR, Alaa Issa, représentation permanente de l'Égypte aux Nations unies, George Perkovich, vice-président chargé des études, Carnegie Endowment for International Peace, et Sverre Lodgaard, directeur de l'Institut norvégien des affaires internationales (Oslo).

21 juin

L'Iran : au-delà du seuil nucléaire

avec *George Perkovic*, vice-président chargé des études, Carnegie Endowment for International Peace, Washington.

Dialogues stratégiques

6-7 octobre

Réunion « quadripartite » 2005

Ce séminaire transatlantique, organisé avec le soutien d'EADS, a été consacré à des échanges sur les évolutions au Moyen-Orient, l'Europe et les futurs élargissements, les questions de sécurité en Asie de l'Est et les implications de la montée en puissance de l'Inde, enfin l'avenir des régimes de non-prolifération à la lumière des défis nord-coréen et iranien. La délégation de la RAND Corporation (Californie), conduite par son président, James Thomson, comprenait notamment Robert Blackwill, l'ambassadeur Robert Hunter et Steve Larrabee. Volker Perthes, directeur de la Stiftung Wissenschfat und Politik (SWP, Berlin), et Victor Bulmer-Thomas, directeur de Chatham House, avaient de leur côté mis sur pied des délégations d'experts qualifiés.

12-13 décembre

Séminaire franco-polonais : Les problématiques de sécurité

(en partenariat avec l'Institut polonais pour les affaires internationales), Varsovie

Cette rencontre a été l'occasion de passer en revue les cultures stratégiques et les « agendas » de sécurité de la France et de la Pologne, la coopération franco-polonaise dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) et la coopération bilatérale dans le domaine des appareils militaires.

19-20 décembre

Séminaire franco-russe Ifri/MGIMO Voir Russie/NEI.

Séminaires Afrique et gestion de crise

4 ianvier

L'Afghanistan, laboratoire des opérations de stabilisation complexes

À la lumière des actions d'ordre politique et sécuritaires menées en Afghanistan, ce séminaire d'une journée a tenté de déterminer les éléments d'une stratégie de stabilisation.

28 février

Les problématiques relatives aux opérations de maintien de paix

Réunion restreinte avec *Lakhdar Brahimi*, représentant du secrétaire général des Nations unies pour l'Afghanistan.

12 septembre

Acteurs et modalités de la violence en Afrique de l'Ouest

avec *Andreas Mehler*, directeur de l'Institut für Afrika-Kunde, Hambourg.

28 septembre

Implications stratégiques et régionales du coup d'État mauritanien

avec Alain Antil, université de Rennes.

Autres

17 octobre

L'ONU et les nouveaux défis de la sécurité internationale

Séminaire organisé en partenariat avec l'ambassade de Suède à l'occasion du 100e anniversaire de Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'ONU de 1953 à 1961, et du 60e anniversaire de l'ONU. Avec Frank Belfrage, ambassadeur de Suède à Paris, Hans Blix, ancien président exécutif de l'UNSCOM, président de la Commission pour la destruction des armes de destruction massive (L'ONU et la maîtrise des armements), Michel Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI), gouverneur honoraire de la Banque de France (L'ONU et le développement), Gareth Evans, président de l'international Crisis Group (L'ONU et la gestion des crises), Jean-Marie Guéhenno, secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de paix, et Thierry de Montbrial (L'ONU et ses nouvelles tâches).

24 novembre

Le Grand Nord : problématiques géopolitiques et de sécurité

Colloque organisé avec l'ambassade de Norvège, ouvert par J*onas Gahr Store*, ministre des Affaires étrangères de Norvège.

Économie mondiale

Équipe

Frédérique Sachwald, responsable des études économiques

Luis Miotti, chercheur associé Vincent Vasques, assistant de recherche Catherine Méniane, assistante





La mondialisation, à travers les opportunités qu'elle ouvre et la concurrence accrue qu'elle génère, exerce de fortes pressions externes à l'évolution des systèmes productifs. Les travaux étudient les interactions entre entreprises multinationales, développement des échanges et évolution des systèmes productifs nationaux.

Mondialisation et systèmes productifs nationaux

La France, comme certains autres pays européens, enregistre des performances économiques médiocres et s'inquiète de son faible potentiel de croissance.

L'ensemble des pays industrialisés sont par ailleurs confrontés à une concurrence accrue de la part des pays émergents dans diverses activités industrielles et de services – d'où le renouveau des débats sur les délocalisations, la désindustrialisation, voire, dans le cas de la France, le déclin.

Depuis 1993 et la mise en place du « marché unique européen », les entreprises européennes peuvent désormais mieux exploiter les économies d'échelle au sein de l'espace européen. Mais, au cours de la dernière décennie, et avec une accélération depuis 2000, la mondialisation et la concurrence par l'innovation ont à la fois accru la pression concurrentielle et modifié les facteurs de compétitivité. Des pays comme la Chine, mais aussi les nouveaux membres de l'UE ont été intégrés dans les réseaux de production des multinationales, un facteur déterminant dans l'évolution de leur spécialisation industrielle en faveur des produits manufacturés de moyenne et haute technologie.

Dans ce nouveau contexte, certains pays européens ne disposent ni de l'attractivité des pays émergents pour les fabrications standardisées (y compris de secteurs intensifs en R&D), ni de l'attractivité des États-Unis pour la haute technologie, la R&D et certains services sophistiqués. La France notamment éprouve des difficultés à s'engager dans une trajectoire de croissance par l'innovation, qui lui permettrait de trouver une place plus favorable dans la division internationale du travail en évolution rapide.

En 2005, ces questions ont été abordées à travers deux programmes de travail.

L'avenir du système productif français dans l'économie mondiale

Ce programme analyse les conditions dans lesquelles des pays européens, et plus particulièrement la France, pourraient connaître un renouveau de leurs performances productives et les activités d'avenir susceptibles de soutenir la croissance. L'approche consiste à observer les évolutions de l'organisation et de la localisation de la production à l'échelle mondiale pour identifier les orientations envisageables pour un pays comme la France.

Au cours de l'année 2005, les travaux ont notamment porté sur la question des délocalisations. L'arbre des délocalisations ne doit pas cacher la forêt de la mutation des systèmes productifs des pays à hauts revenus. Les délocalisations sont un des canaux d'évolution des capacités productives des pays avancés. Il s'agit donc surtout de les anticiper et d'augmenter la capacité d'innovation et de résilience des économies.

Ces travaux ont donné lieu à plusieurs publications, notamment *La Croissance française 1950-2030 : le défi de l'innovation*, par *L. Miotti* et *F. Sachwald*, Travaux et recherches de l'Ifri, 2004, 2e éd. 2005, et diverses études présentées lors de conférences.

Croissance et innovation dans les économies européennes : l'agenda de Lisbonne

L'économie européenne a été abordée à travers deux types de travaux : l'intégration des nouveaux États membres dans les systèmes de production européens, notamment à travers les réseaux développés par les multinationales depuis les années 1990 ; la stratégie de Lisbonne et l'évolution, différenciée, des pays européens vers l'économie de la connaissance.

Ces travaux se sont notamment traduits par la publication de : *The Impact of EU Enlargement on the Location of Production in Europe,* par *F. Sachwald*, Étude de l'Ifri (février 2005), ainsi que par l'organisation de deux colloques suivis également de publications.

Internationalisation de la R&D et réseaux mondiaux d'innovation

Depuis les années 1990, les activités de R&D sont devenues plus internationales et plus mobiles. La R&D est entrée dans l'ère de la mondialisation, avec retard par rapport à d'autres fonctions

des entreprises, mais désormais selon des déterminants et une dynamique similaires, où interviennent des facteurs d'offre et des facteurs de demande. Jusqu'à récemment. la R&D était considérée comme difficile à décentraliser, notamment car elle est liée à différentes informations stratégiques de l'entreprise et comporte des échanges de connaissances tacites. Les progrès des technologies de l'information et de la communication, comme l'évolution des organisations des entreprises et des marchés, ont néanmoins stimulé la fragmentation et l'externalisation de certaines activités de R&D. Au cours des dernières années, le phénomène s'est accéléré et amplifié, notamment avec l'intégration des pays émergents au sein des réseaux mondiaux d'innovation que forgent les multinationales.

Les observations récentes indiquent un accroissement du nombre des implantations de R&D dans les pays émergents. En 2005, l'Ifri a lancé un programme de séminaires en coopération avec l'Association nationale de la recherche technique (ANRT) afin d'évaluer l'ampleur et la signification de cette tendance dans différents secteurs.

L'Ifri s'est aussi attaché, dans ce contexte, à situer le système d'innovation français sur la carte mondiale de la R&D.

Ces travaux ont notamment fait l'objet d'une étude publiée conjointement avec l'Institut de l'entreprise: Le Système français d'innovation dans l'économie mondiale: enjeux et priorités, par P. Larédo et F. Sachwald (dir.), avril 2005.



Séminaires et conférences

Programme « Avenir du système productif français dans l'économie mondiale »

11 mai

Tendances récentes de la mondialisation : le rôle croissant des pays émergents Organisé en collaboration avec A.T. Kearney

Paul Laudicina, vice-president et managing director chez A.T. Kearney's Global Business Policy Council, a présenté les derniers résultats du A.T. Kearney/ Foreign Policy Globalization Index 2005 - première mesure empirique complète de la mondialisation. Il a mis l'accent sur les pays émergents et a comparé les tendances actuelles aux résultats du FDI Confidence Index d'A.T. Kearney; Frédérique Sachwald a introduit les débats sur les tendances du FDI, du commerce international et de leur impact sur la localisation des activités économiques.

Programme « Agenda de Lisbonne »

1 er juin

Impact de l'élargissement sur la localisation et la compétitivité des entreprises en Europe

Organisée par l'Ifri et sa nouvelle antenne à Bruxelles, Eur-Ifri avec le soutien du Comité économique et social européen (CESE), cette conférence d'une journée a analysé l'impact de l'élargissement sur la compétitivité des entreprises européennes en tenant compte du contexte de la mondialisation, c'est-à-dire d'un environnement mondial où les capacités de production sont devenues particulièrement mobiles. Les contributions ont mis en lumière les conditions dans lesquelles l'élargissement peut représenter une opportunité pour les entreprises en renforçant leur compétitivité et en les engageant à mieux tirer parti du dynamisme économique des nouveaux membres. Plusieurs analyses sectorielles ont été présentées.

Cette conférence a réuni des représentants de la Commission (*Pierre Mirel*, directeur pour la Turquie et la Croatie, *Nicolas Théry*, DG Entreprise et industrie), des chefs d'entreprises, des économistes et chercheurs européens.

Publication associée : *Does Enlargement Conceal Globalization? Relocation Trends in Europe, S. Radosevic* et *F. Sachwald*, Note de l'Ifri n° 58, La Documentation française, octobre 2005.

15 juin

Développer les réseaux transeuropéens de transport : enjeux et financement (Maison de la Chimie)

En 1993, le Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi proposait la construction de réseaux transeuropéens de transports, d'énergie et des télécommunications à l'horizon 2010. Le caractère prioritaire des projets retenus depuis dans le cadre des réseaux transeuropéens a été plusieurs fois réaffirmé. Leur réalisation continue pourtant à se heurter à de sérieux problèmes de financement,

mais aussi au manque de coordination entre priorités nationales et européennes. Cette conférence a fait le point sur le développement des réseaux transeuropéens et examiné les propositions susceptibles d'en accélérer la réalisation. Les questions de financement, centrales, ont fait l'objet d'une attention particulière.

La conférence a réuni des spécialistes de la Commission européenne, de la Banque européenne d'investissement, du Parlement européen et du monde financier.

Publication associée : *Développer les réseaux transeuropéens de transport : quels financements pour une politique ambitieuse* ?, *L. Miotti, V. Vasques* et *F. Sachwald*, Policy Paper n° 16, août 2005.

30 juin

Jusqu'où peut aller l'endettement américain ?

Avec *Anton Brender* et *Florence Pisani*, économistes chez Dexia Asset Management, et *Jacques Mistral*, ministre, conseiller financier à l'ambassade de France à Washington.

Présidence : Frédérique Sachwald

Les orateurs ont analysé les ressorts et les fragilités de la croissance des États-Unis et abordé notamment la question des déficits, public et extérieur, ainsi que de l'endettement des ménages, leurs causes conjoncturelles et structurelles.

30 novembre

L'internationalisation de la R&D : tendances récentes

Cette première conférence sur les Réseaux mondiaux d'innovation organisée en collaboration avec l'ANRT a permis de faire le point sur les enseignements des travaux récents (études économiques, enquêtes auprès des entreprises, études de cas) sur l'internationalisation de la R&D. Elle a confirmé le dynamisme de l'internationalisation de la R&D et le rôle croissant que jouent certains pays émergents dans les réseaux mondiaux d'innovation des multinationales. Cette dimension a été abordée par Kalman Kalotay, division des investissements, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED); Jerry Sheehan, division sciences et technologies de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), s'est interrogé sur les conséquences pour les pays avancés (menace ou opportunité ?) ; Fabrice Hatem, chef de l'Observatoire des investissements internationaux (Agence française pour les investissements internationaux, AFII), a exposé les tendances récentes de la localisation de la R&D en Europe ; Frédérique Sachwald est intervenue sur l'impact de l'élargissement sur la localisation de la production en Europe. Arnould De Meyer, INSEAD, et Andrew Dearing, secrétaire général de l'European Industrial Research Management Association (EIRMA), ont commenté les contributions.

Programme Politique commerciale et gouvernance de la mondialisation

La France produit peu de recherche appliquée indépendante et de débat sur le commerce et la mondialisation. La capacité française d'influence communautaire et internationale dans la formulation des stratégies économiques s'en trouve affaiblie. Ce programme vise à contribuer à combler cette lacune. Il se propose d'identifier les « problèmes » de fond potentiels de l'économie politique du système commercial mondial, de repérer les risques de chocs ou de dysfonctionnement du système de gouvernance économique internationale et les défis pour l'économie française et européenne.

Équipe

Jean-Marie Paugam, responsable du programme Anne-Sophie Novel,

assistante de recherche

Objectifs du programme

- éclairer les tendances structurant le système commercial international afin de contribuer à l'élaboration des politiques publiques et des stratégies privées;
- informer et apporter une contribution au débat public sur la confrontation des points de vue économiques et sociaux sur les enjeux de la politique commerciale et des politiques économiques internationales;
- favoriser la circulation des idées nouvelles, européennes et internationales, en facilitant l'interface entre recherche et acteurs économiques et sociaux.

Les travaux ont été conduits selon **quatre axes** :

- les négociations commerciales multilatérales du programme de Doha.
 L'activité a été centrée sur les enjeux des négociations commerciales multilatérales, en vue de contribuer au débat de politique publique national et communautaire, avec un accent sur les questions de développement : nouveaux enjeux économiques et normatifs, économie politique des négociations, rapports de force internationaux, dialogue Nord-Sud, architecture internationale et enjeux institutionnels.
- les accords commerciaux régionaux et bilatéraux de l'UE. Dans le cadre d'une veille générale sur la politique commerciale régionale de l'UE et son articulation avec les négociations multilatérales, deux thèmes ont fait l'objet d'un suivi et d'études plus approfondis : les relations économiques et commerciales transatlantiques, ainsi que le partenariat économique euro-méditerranéen.
- le commerce et le développement durable. Le programme a contribué en 2005 au dialogue scientifique « France/BIT » organisé par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement sur les enjeux sociaux de l'internationalisation de l'emploi.
- le système de décision national et communautaire en matière de politique commerciale.

Le programme a donné lieu à plusieurs publications dont un Policy Brief: The Future of Special and Differential Treatment: The Twin Challenges of Preference Erosion and Developing Countries Differentiation, par Jean-Marie Paugam, Serge Perrin et Anne-Sophie Novel (Ifri-AFD, décembre 2005).

Séminaires et conférences

Séminaires

Deux séminaires ont été organisés pour « éclairer » la feuille de route des négociations de l'OMC.

11 mars

Hong-Kong 2005 : objectifs français et feuille de route pour les négociations de l'OMC

Ce séminaire a réuni des acteurs français de la négociation et a été consacré à la discussion de deux thèmes : état des lieux et perspectives des négociations de l'OMC ; objectifs français et européens pour la réunion ministérielle de Hong-Kong. Le débat a été introduit par *Pierre Moraillon*, négociateur en chef pour la France, directeur des Relations internationales, direction générale du Trésor et de la Politique économique (DGTPE), ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI).

Présidence : Jean-Marie Paugam

24 juin

Hong-Kong 2005 : quels objectifs pour les pays en développement ?

Ce second petit-déjeuner, organisé en collaboration avec le CEPII, a traité, d'une part, des intérêts économiques et des objectifs du monde en développement dans les négociations et, d'autre part, de la stratégie et du « mode d'emploi » du G20 et du G90 dans les négociations. Il a réuni des négociateurs et des économistes du développement et notamment : José Alfredo Graça Lima, ambassadeur du Brésil auprès de l'Union européenne ; Eloi Laourou, conseiller à la Mission permanente du Bénin auprès de l'OMC et des Nations unies ; Alfredo Tovias, Université hébraïque de Jérusalem, chercheur invité au CEPII et au Centre de développement de l'OCDE ; Pierre Defraigne, directeur d'Eur-Ifri.

Présidence : Jean-Marie Paugam

Conférence internationale publique

28 octobre 2005

Le commerce pour le développement : l'avenir du traitement spécial et différencié des pays en développement

Cette conférence, organisée conjointement avec l'Agence française de développement, a abordé deux dimensions importantes de la problématique du développement dans les négociations commerciales : la question de l'avenir des systèmes de préférences et de leurs enjeux pour les pays les plus vulnérables à la libéralisation internationale ; celle de la « différentiation » des pays en développement, en particulier des économies émergentes, au regard des règles et engagements de l'OMC. Son objectif était d'apporter un éclairage intellectuel afin de contribuer au débat public européen et international, ainsi que de réfléchir à des solutions favorisant l'aboutissement des négociations. Elle a réuni certains des meilleurs experts internationaux sur ces questions. Les principales conclusions des travaux ont fait l'objet d'un Policy Brief publié en aval de la réunion de Hong-Kong. L'ensemble des contributions intellectuelles est en cours de publication.

Ce projet a reçu le soutien de la direction générale du Commerce de la Commission européenne.

Programme Politiques agricoles

Les politiques agricoles apparaissent de nos jours en perpétuel ajustement sous la pression de divers facteurs (négociations commerciales internationales, élargissement européen ou préoccupations en matière d'environnement, etc.).

Ce programme a pour objectif d'analyser de manière aussi objective que possible les formes de régulation spécifiques au secteur agricole susceptibles de faire émerger un compromis acceptable pour les différents acteurs internationaux. La réflexion menée est globale et prend en compte la place de l'agriculture

et des objectifs qui lui sont assignés selon le type de pays considéré (grands exportateurs, pays développés et émergents comme le Brésil, l'Argentine, l'Inde ou la Chine, pays en développement et pays les moins avancés).

Chercheurs

Pierre Rainelli, directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Rennes, responsable du programme, chercheur associé

Guy Legras, conseiller scientifique

Anne-Claire Thomas, assistante de recherche

Ce programme a reçu le soutien du groupe Sologne, du Crédit agricole, de Groupama, d'Unigrains, de la Fédération des producteurs d'oléagineux et de protéagineux, de la Confédération générale des planteurs de betteraves, d'Invivo et d'Henri Nallet.



Séminaires et débats

29 mars

Quelles perspectives pour le développement des cultures bioénergétiques ?

Les tensions sur le marché des hydrocarbures et la perspective d'un prix durablement élevé du pétrole imposent le recours à d'autres sources d'énergie, et notamment aux ressources renouvelables dont font partie les biocarburants. En outre, la montée des préoccupations environnementales concernant le réchauffement climatique rend d'autant plus crédible le scénario de développement des biocarburants qu'ils permettent de réduire l'émission de gaz à effet de serre par rapport aux carburants fossiles. Ce séminaire a permis d'examiner les perspectives de développement des cultures bioénergétiques en tenant compte à la fois de leurs caractéristiques agronomiques, des techniques de transformation et des politiques incitatives existantes selon les régions considérées.

7 mai

L'eau et l'alimentation d'ici 2025

Séminaire autour de *Mark Rosegrant*, International Food Policy Research Institute (IFPRI), et de *Michel Griffon*, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

D'ici 2025, les fermiers du monde entier devront probablement produire des aliments pour nourrir 8 milliards de personnes. Alors que la demande en eau de tous les utilisateurs (industrie, utilisateurs domestiques et environnement) est en pleine croissance, et que les ressources s'épuisent, l'eau douce disponible suffira-t-elle à la production des aliments nécessaires à la population mondiale? Quelles mesures prendre pour que la rareté de l'eau n'aggrave pas le problème de la faim chez les populations les plus pauvres de la terre? Cette question était au cœur de ce séminaire d'experts.

6 octobre

Quatrièmes rencontres « Agriculture et mondialisation » :

L'Agriculture et l'agroalimentaire européens à la veille de Hong-Kong ?

L'objectif de cette conférence internationale était de faire progresser la réflexion collective sur l'avenir des politiques agricoles et de faire émerger des propositions acceptables par toutes les parties en Europe. Cette rencontre, réunie à la veille de la 6º conférence ministérielle de l'OMC à Honk-Kong en décembre 2005, a été consacrée à l'examen des conditions d'accès aux marchés pour les produits agricoles et agroalimentaires, enjeu considérable pour les pays en développement avec la question des subventions aux exportations. Ouverte par le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, *Dominique Bussereau*, elle a bénéficié du concours de nombreuses personnalités parmi lesquelles Loyola de Palacio, ancienne ministre espagnole de l'Agriculture, ancienne commissaire européenne, Marion Guillou, présidente de l'Institut national de la recherche agronomique, Jean Bizet, sénateur de la Manche,

Ce colloque a fait l'objet d'une publication : L'agriculture : enjeu du cycle du développement ? Quatrièmes rencontres Agriculture et mondialisation. Ifri.

Publication associée: Les Politiques agricoles sont-elles condamnées par la mondialisation?, Pierre Rainelli (dir.). Bruxelles, Academia Bruylant, 2005.

14 novembre

Potentiels et fragilités de l'agriculture brésilienne

avec *Hervé Théry*, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), professeur invité à l'université de São Paulo.

Programme Énergie et relations internationales

Le programme a pour objectif de :

- conduire et publier des recherches sur l'interaction entre les systèmes énergétiques mondiaux (marchés, industries, technologies) et les relations internationales;
- organiser des séminaires internationaux réunissant décideurs publics et privés et chercheurs de haut niveau.

Chercheur:

Pierre Noël, également responsable du programme « Énergie et changement climatique » du Centre français sur les États-Unis (CFE). Les deux programmes coordonnent leurs activités et partagent des moyens.

Axes de recherche

Les activités du programme sont structurées autour de **trois axes** de recherche:

- politiques de sécurité énergétique et politiques étrangères (États-Unis, Chine, Union européenne);
- les grandes zones de production d'hydrocarbures dans le monde de l'après-11 septembre et la nouvelle géopolitique de l'énergie (Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique subsaharienne, Amérique latine, Russie et nouveaux États indépendants);
- implications des politiques climatiques sur les marchés internationaux de l'énergie, en particulier sur les économies et les stratégies des grands pays exportateurs d'hydrocarbures.

Rapport d'étude

Politiques du changement climatique et géostratégie des marchés énergétiques à long terme,

étude pour le ministère de l'Écologie et du Développement durable, programme Gestion et impacts du changement climatique (GICC), rapport intermédiaire, octobre.

Document de travail

« Implications énergétiques de sanctions contre l'Iran », P. Noël (Voir aussi « Publications »).

Séminaires et conférences

13 juin

Le pétrole à 50 dollars... et après ?

Séminaire avec *Emmanuel Bergasse*, administrateur pour les pays d'Europe centrale et du Sud-Est, Agence internationale de l'énergie (AIE), *Catherine Locatelli*, chargée de recherche, CNRS, Université de Grenoble, et *P. Noël*.

Le prix du pétrole a quadruplé depuis cinq ans. Après une analyse des aspects économiques et géopolitiques de cette évolution, les intervenants se sont interrogés sur ses conséquences sur les nouveaux États membres de l'Union, fortement dépendants de l'énergie importée, et sur la Russie.

Programme transatlantique

Coordinateur scientifique:

Dominique Moïsi, conseiller spécial, Ifri

Steering Committee:

Thierry de Montbrial, Dominique Moïsi, Robin Niblett (CSIS), Jolyon Howorth (université de Yale), Ethan Kapstein (Insead), Michael Inacker (DaimlerChrysler), Pierre-Antoine Badoz (France Télécom) Engagé fin 2005, le programme transatlantique s'articulera autour de trois thèmes, centraux dans l'évolution du dialogue transatlantique.

Chacun donnera lieu à un séminaire international, ainsi qu'à une publication.

Les trois thèmes retenus sont :

- la confrontation des approches américaine et européenne concernant la Russie. Des divergences croissantes apparaissent entre les deux approches tandis que les dynamiques actuelles du régime russe et l'avenir du partenariat privilégié Russie/UE (en particulier l'enjeu énergétique) font l'objet d'un vif débat européen. Ce projet sera mené en coopération avec le Center for Strategic and International Studies (CSIS), Washington.

 Responsable: Thomas Gomart, responsable du programme Russie/NEI.
- les implications pour la relation transatlantique de l'élargissement de l'UE. L'objectif est ici de confronter les « modèles sociaux » ; d'évaluer les conséquences de l'élargissement de l'UE pour l'OTAN et la PESD ; d'étudier les enjeux et perspectives des futurs élargissements de l'UE (cas de l'Ukraine et de la Turquie) ; enfin de comparer les stratégies européenne et américaine au Moyen-Orient et en Méditerranée. Ce projet fera l'objet d'une coopération avec l'Institut für europäische Politik (IEP), Berlin.

 Responsable : Hans Stark,
- l'adaptation à la phase actuelle de la mondialisation : une perspective transatlantique. Seront explorées les voies d'ajustement à l'ouverture économique suivies par différents pays européens et par les États-Unis. L'identification des diverses démarches apparaît en effet comme un préalable à toute coopération transatlantique dans le domaine de la gouvernance économique.

secrétaire général du Cerfa.

Responsable: Frédérique Sachwald, responsable des études économiques.

Ce programme a pu être mis sur pied grâce au soutien de DaimlerChrysler et de France Télécom, ainsi que des partenaires financiers du CSIS.

La dimension transatlantique, présente de manière transversale dans l'activité de la plupart des départements de recherche à l'Ifri, est par ailleurs au cœur des travaux du Centre français sur les États-Unis et notamment de sa conférence annuelle.

Programme Migrations, identités, citoyenneté

Le programme Migrations, identités, citoyenneté, mis en place en septembre 2005, s'intéresse aux flux et aux politiques migratoires. L'accent est mis sur l'Europe, espace à la fois de destination des grands flux internationaux, de production de politiques d'entrée et d'accueil, et de sédentarisation des populations issues de l'immigration dont la plupart accèdent à la citoyenneté des pays européens.

Les études conduites dans le cadre de ce programme tendent d'apporter une contribution à la définition de politiques migratoires adaptées à la réalité des flux ainsi qu'à la redéfinition en amont de politiques de co-développement et de « voisinage » en lien avec les pressions migratoires. Elles abordent également la question de la déf inition d'une nouvelle citoyenneté européenne soulevée par la présence de populations issues de l'immigration dans les pays européens.

Responsable

Christophe Bertossi, chargé de recherche à l'Ifri, et chercheur associé au Centre for Research in Ethnic Relations (Université de Warwick, Royaume-Uni) et au Comparative Center for Immigration Studies (Université de Californie, San Diego, États-Unis).

Les activités de recherche et de débats s'organisent autour de **trois axes principaux** :

Quelles politiques des migrations pour l'Union européenne ?

L'objectif est d'analyser les enjeux et les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur une définition européenne des politiques migratoires : mécanismes de décisions, contraintes politiques mais également situation démographique et carences de certains secteurs du marché du travail. On évaluera également le poids réel des migrations Est-Ouest dans l'UE élargie.

Comment adapter les frontières à la globalisation des migrations internationales ?

Les migrations internationales sont devenues une caractéristique structurelle des relations internationales, tant quantitativement que qualitativement (diversification des routes et des populations engagées dans les migrations, globalisation des flux). Seront envisagés la relation entre migrations et co-développement puis la manière dont la politique européenne de voisinage prendra en considération la dimension migratoire pour redéfinir la relation entre l'UE et les pays de départ et de transit au Sud et à l'Est.

Quelle citoyenneté pour l'Europe de la diversité ?

Avec la sédentarisation des anciennes vagues d'immigration, l'islam est la deuxième religion d'Europe. La question de la discrimination fondée sur des critères ethniques, culturels ou religieux prend une importance particulière dans les débats sur l'avenir de la citoyenneté en Europe. Elle met notamment en cause la capacité des sociétés européennes à produire de l'égalité pour tous leurs citoyens tout en maintenant l'allégeance de ces derniers envers leurs institutions et leur citoyenneté dans un contexte de diversité culturelle et religieuse.

Études

Les Militaires français issus de l'immigration par Christophe Bertossi et Catherine Wihtol de Wenden, Les rapports du C2SD, novembre 2005 (publication également à paraître chez Robert Laffont).

Les Migrations clandestines à destination de l'espace Schengen en provenance de l'Afrique subsaharienne, par Christophe Bertossi (à l'attention de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense, en cours).

Conférences et débats

27 janvier

Les transformations européennes de la Turquie avec Michael Emerson, Senem Aydin et Sinan Ulgen (Centre for European Policy Studies, Bruxelles) (voir aussi conférence organisée le 12 septembre par le Cerfa : « La citoyenneté au défi de la diversité », séminaire en partenariat avec le Cerfa et la Bundeszentrale für Politische Bildung [BpB]).

17 mars

Quelle citoyenneté pour quelle Europe ? avec *Christophe Bertossi*, cycle « Observation et théories des relations internationales » dirigé par *Thierry de Montbrial*.

Publications électroniques

La Turquie dans l'Union européenne? Samim Akgönül, Policy Paper, n° 18, septembre 2005 (avant-propos de *Christophe Bertossi*).

Les Politiques canadiennes d'immigration sont-elles exportables en France et en Europe ? Denise Helly, Policy Paper, n° 15, août 2005 (avantpropos de *Christophe Bertossi*).

Projets

- Une réflexion commune franco-espagnole sur une politique européenne des migrations qui pourrait émerger de l'espace méditerranéen sera engagée.
- Est également prévue une réflexion sur la mise sur pied d'une politique européenne de voisinage qui prenne en compte les phénomènes migratoires et adapte les frontières de l'UE aux migrations.

Publications

L'Ifri publie la revue trimestrielle Politique étrangère et l'ouvrage annuel *RAMSES*. L'institut diffuse par ailleurs ses travaux dans des publications extérieures et diverses collections internes y compris sous forme électronique (« Note de l'Ifri », « Policy » et « Working Papers »).



Politique étrangère

Espace de débat, Politique étrangère, la revue trimestrielle de l'Ifri, offre des clefs de lecture pour décrypter l'actualité en donnant la parole à des auteurs de sensibilités différentes. En 2005, Politique étrangère a consacré des dossiers aux grandes questions internationales contemporaines, notamment : l'Islam ou plutôt « les islams », la construction européenne dans ses dimensions institutionnelles à la suite des avatars du traité constitutionnel, et économiques, les instabilités africaines, la démocratisation au Moyen-Orient, le rôle des Nations unies et les opérations de stabilisation, enfin la question iranienne ou l'Irak, le partenariat euro-méditerranéen dix ans après, mais aussi les armes biologiques, l'évolution de la Russie, la situation en Ukraine, etc.

La revue fait une large place aux analyses des chercheurs de l'Ifri mais accueille aussi les meilleurs analystes internationaux (Malika Zeghal - Thérèse Delpech - Brad Roberts - Chandre Gould – Charles Wyplosz – Gilles Dorronsoro – Jean-Louis Quermonne – Samim Akgönul). On y trouvera aussi les signatures de personnalités qui font autorité (Robert Badinter, Lakhdar Brahimi, Miguel Angel Moratinos).

Rédacteur en chef : Dominique David

Rédaction : Delphine Renard, Marielle Roubach.



RAMSES

Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies

Ouvrage collectif publié chaque année sous la direction de Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, RAMSES analyse les grandes problématiques internationales et les tendances qui s'esquissent. En 2006, RAMSES s'est interrogé sur la recomposition du monde en abordant le thème de la gouvernance mondiale, politique, et économique, puis les zones en quête de nouveaux équilibres : le Japon, la Russie, et l'arc de crise qui va de l'Iran au Maroc (le Moyen-Orient et le Maghreb); enfin, deux chapitres analysent les enjeux et évolutions des relations transatlanltiques et l'Union européenne. Une seconde partie offre un panorama de l'actualité en des articles plus brefs

Europe

Ouvrages

L'Identité de la France et l'Europe

THIERRY DE MONTBRIAL et SABINE JANSEN (dir.), Bruxelles. Bruvlant.

Constitution européenne.

Voter en connaissance de cause

PHILIPPE MOREAU DEFARGES (dir.), Paris, Éditions d'Organisation.

Où va l'Europe?

PHILIPPE MOREAU DEFARGES, Paris, Eyrolles.

Publications du Cerfa

Radioscopies de l'Allemagne 2005

CLAIRE DEMESMAY et HANS STARK (dir.), Paris, La Documentation française (cet ouvrage comprend l'ensemble des textes publiés en 2004 par le Cerfa dans le cadre des collections « Note du Cerfa » et « Visions franco-allemandes »).

Qui dirige l'Allemagne?

CLAIRE DEMESMAY et HANS STARK (dir.), Lille, Presses universitaires du Septentrion.

La France, l'Allemagne, l'Europe. Perspectives (3). La France et l'Allemagne face au budget européen

Maxime Lefebvre et Friedrich Heinemann, « Notes de l'Ifri », n° 57.

Publications numériques (disponibles sur www.ifri.org)

Visions franco-allemandes

Y a-t-il une politique industrielle commune pour la France et l'Allemagne ?

HENRIK UTERWEDDE, n° 4, avril.

France-Allemagne : pour une initiative qui aille au-delà des apparences
SYLVIE GOULARD, n° 5, juin.

Constitution et construction européennes : regards français et allemands

Sabine von Oppeln et Carina Sprungk, n° 6, octobre.

Note du Cerfa

Le Marché du travail allemand à l'épreuve du chômage de masse - Une analyse des problèmes structurels

Werner Eichhorst et Ulrich Walwei, n° 19, février.

Le Marché du travail allemand à l'épreuve du chômage de masse -

Quelles perspectives d'avenir?

WERNER EICHHORST et ULRICH WALWEI, n° 20, mars.

La Nouvelle Politique de l'immigration de l'Allemagne Steffen Angenendt, n° 21, avril.

L'Extrémisme de droite en Allemagne

Bernd Wagner, n° 22, mai.

L'Allemagne, ses nouveaux Länder et le financement régional de l'Union européenne

Michel-Éric Dufeil, n° 23, juin.

La Fin d'une ère. Le SPD à l'automne du gouvernement Schröder

FRANZ WALTER, n° 24, juillet.

Le Rôle des syndicats et du patronat en Allemagne

ALAIN LATTARD, n° 25, août.

La Politique russe de l'Allemagne : la fin de la lune de miel ?

HANNES ADOMEIT, n° 26(a), septembre.

La Russie et l'Allemagne : continuité et changements

Andreï Zagorski, n° 26(b), septembre.

Victoire à la Pyrrhus : la CDU/CSU dans les élections législatives de 2005 Andreas Kiebling, n° 27, octobre.

Crise et renouveau en Allemagne de l'Est RÜDIGER POHL, n° 28, novembre.

Le Nouveau Discours sur la justice internationale en Allemagne PETER SILLER, n° 29, décembre.

Articles

« La France qui fronde : l'adhésion de la Turquie en débat »

CLAIRE DEMESMAY (avec E. Fougier), *Le Débat*, n° 133, janvier-février.

« Die französische Malaise im Spiegel der Türkei-Debatte »

CLAIRE DEMESMAY (avec E. FOUGIER), in
A. GIANNAKOPOULOS et K. MARAS (dir.)
Die Türkei-Debatte in Europa - Ein Vergleich,
Verlag für Sozialwissenschaften.

« Frankreich in der Welt: Weltpolitik zwischen Anspruch und Wirklichkeit »

Hans Stark (avec I. Kolboom), in A. Kimmel et H. Uterwedde (dir.), *Länderbericht Frankreich*, Bonn, Bundeszentrale für Politische Bildung.

« Un siège permanent pour l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU ? »

Hans Stark, *Allemagne d'aujourd'hui,* n° 172, avril-juin.

« Allemagne – PECO. Une relation fluctuante » Hans Stark, Courrier des pays de l'Est, n° 1049, juin-juillet.

« Comment gérer l'après-18 septembre ? » Sonia Marcoux et Emmanuelle Saunier, *Documents*, n° 3, septembre.

« Le concept d'identié »

THIERRY DE MONTBRIAL, IN *L'Identité de la France et l'Europe*, TH DE MONTBRIAL et S. JANSEN (dir.), Bruylant, Bruxelles.

« Les autres relations franco-allemandes : le rôle de la société civile dans le rapprochement entre Français et Allemands » CLAIRE DEMESMAY, *Transnational Associations*, juillet-septembre. « L'Allemagne à la recherche de la majorité perdue »

Hans Stark, *Regards sur l'économie allemande*, n° 73. octobre.

« Quel bilan pour la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne de Schröder ? » HANS STARK, *Géopolitique*, n° 91, septembre-novembre.

« Quelle politique étrangère et de sécurité pour la grande coalition ? »

Hans Stark, *Allemagne d'aujourd'hui,* n° 174, octobre-décembre.

États-Unis (CFE)

Ouvrages

Le Guide du 109e Congrès

JAMES M. LINDSAY, Ifri-CFE, avril.

Fédéralisme et antifédéralisme

François de Chantal, Paris, PUF, « Que sais-je? ».

Working et policy papers (publications numériques disponibles sur <www.ifri.org>)

Programme Espace

Les coopérations spatiales entre l'Inde et les États-Unis

Laurence Nardon, « Working Paper », avril.

The Evolution of the Euro/Dollar Exchange Rate Laurence Nardon, $\mbox{``}$ Working Paper $\mbox{`'}$, juillet.

The Still Untrodden Heights: Global Imperative for Space Exploration in the 21st Century

 $\label{eq:mait} \mbox{Ma\"{i}\'{t}\'{e} Jaur\'{e}\mbox{guy et Christian Beckner (final report of the CFE-CSIS-ISU project), août.}$

Europeans in Space

Laurence Nardon et Maïté Jauréguy (final report of the ESA-CFE project), septembre.

Lunar Missions and Market Perspectives: the Outlook for Launchers, Fall 2005

Laurence Nardon, « Working Paper », octobre.

Space Export Control Update, September 2004-November 2005

Laurence Nardon et John Carslon,

« Working Paper », novembre.

Énergie et changement climatique

Technology Policy for Energy and Climate Change Robert C. Marlay et Burton H. Koske, « Policy Paper », août.

Articles

- « Est-ce la fin du partenariat transatlantique ? » NICOLAS DE BOISGROLLIER, *RAMSES 2006.*
- « États-Unis/Politique intérieure » François de Chantal, *RAMSES 2006.*
- « États-Unis : vers une révolution mondiale » Guillaume Parmentier, *Politique Internationale,* n° 107, printemps.

« Les États-Unis et l'OTAN, De l'Alliance à la Coalition »

GUILLAUME PARMENTIER, *in Annuaire français de relations internationales.*

RUSSIE/NEI

« Russie.Nei.Visions » (collection électronique de policy papers) (disponible également en anglais et en russe sur <www.ifri.org>)

Un équilibre fragile : les relations sino-russes Bobo Lo, n° 1, avril.

Voisinage commun ou nouvelle ligne de front ? Le carrefour de la Moldavie

Dov Lynch, n° 2, avril.

Réécrire la loi sur les sous-sols en Russie : de la souveraineté au droit civil ?

WILLIAM TOMPSON n° 3, mai.

Où sont ? Où vont les scientifiques russes ? Ressources humaines et politiques de la recherche en Russie

Irina Dezhina, n° 4, juin.

Une politique de « petits pas » : les objectifs de la présidence britannique pour le partenariat UE-Russie

Andrew Monaghan, n° 5, août.

Les Relations entre l'Allemagne et la Russie (numéro double avec la coopération du Cerfa)

« La Russie et l'Allemagne : continuité et changements »

Andreï Zagorski, n° 6(a), septembre;

« La politique russe de l'Allemagne : la fin de la lune de miel ? » HANNES ADOMEIT, n° 6(b), septembre.

L'UE en crise : des opportunités à saisir pour la Russie ?

Timofeï Bordatchev, n° 7, octobre.

Articles

« D'une étrange Russie »

Dominique David, Études, n° 4021, janvier.

« Četyer pas anstvæncepcjarošdo, naståagoliuæbåego » (Les quatre espaces: concept d'hier, d'aujourd'hui ou de demain?), Thomas Gomart, Evropa, n° 5, mai.

- « Russie : trop-plein d'énergie ou d'inerties ? » Thomas Gomart, *RAMSES 2006.*
- « L'Union européenne et la mer Noire : franchir un nouveau cap avec les moyens du bord » THOMAS GOMART, NATO Defense College, Occasional Paper, n° 11, décembre.

ASIE

Ouvrage

Korea and the Dual Chinese Challenge

Françoise Nicolas, Korea Institute for International Economic Policy (KIEP).

Articles

- « Doit-on craindre le réveil de la Chine ? » FRANÇOISE NICOLAS, *Positions et médias*, vol. 51, n° 30, juin.
- « La Chine, pivot de l'intégration économique en Asie de l'Est ? »

Françoise Nicolas, Sociétal, nº 48, 2e trimestre.

« La Corée face à l'émergence de l'économie chinoise »

Françoise Nicolas, *in* S. Boisseau du Rocher et F. Godement (dir.), *Asie orientale 2005-2006*, Paris, La Documentation française.

- « La géopolitique de l'énergie en Extrême-Orient : nouvel enjeu des relations sino-japonaises » VALÉRIE NIQUET, *Politique étrangère*, n° 4/2005.
- « La stratégie de puissance de la Chine » VALÉRIE NIQUET, in « Guerres et menaces de guerre », Cités n° 24, décembre.

Moven-Orient/Méditerranée

Ouvrages

Musulmans de France et d'Europe

RÉMY LEVEAU et KHADIJA MOHSEN-FINAN (dir.), Paris, CNRS Éditions.

La défense des intérêts de l'État d'Israël en France Marc Hecker, Paris, L'Harmattan.

Policy Papers (publications numériques disponibles sur <www.ifri.org>)

Religion et politique au Maghreb : les exemples tunisien et marocain

Franck Fregosi et Malika Zeghal, introduits par Khadija Mohsen-Finan, n° 11, mars.

Iran, Irak, États-Unis : vers un nouvel axe régional au Moyen-Orient ?
RÉMY LEVEAU (dir.), n° 14, mars.

Articles

- **« Le Moyen-Orient entre peurs et espoirs »** DENIS BAUCHARD, *RAMSES 2006.*
- « Le Maghreb entre ouvertures nécessaires et autoritarismes possibles »

KHADIJA MOHSEN-FINAN, RAMSES 2006.

« Maroc : l'émergence de l'islamisme sur la scène politique »

KHADIJA MOHSEN-FINAN, RAMSES 2006.

« L'Allemagne, la France et le conflit israélo-palestinien »

ISABEL SCHÄFER ET DOROTHÉE SCHMID, *Politique étrangère*, n° 2/2005.

« Le partenariat, une méthode européenne de démocratisation en Méditerranée ? »

Dorothée Schmid, Politique étrangère, n° 3/2005.

« La société israélienne : contradictions et divisions »

Marc Hecker. Études. novembre.

« Maghreb »

KHADIJA MOHSEN-FINAN, in *Atlas du Monde diplomatique*.

« Entre Europe et Méditerranée, quelles fractures ? »

KHADIJA MOHSEN-FINAN, İN EMILIO LA PARRA et THIERRY FABRE (dir.), Paix et guerres entre les cultures, Arles, Actes Sud.

« Le pourrissement de la situation au Sahara occidental »

KHADIJA MOHSEN-FINAN, *in Annuaire Méditerranéen 2005*. Barcelone.

« Maghreb, stabilité ou sclérose ? » KHADIJA MOHSEN-FINAN, AFKAR, Institut européen de la Méditerranée (IEMED), n° 6

Sécurité

Proliferation papers (publications numériques disponibles sur <www.ifri.org>)

Les Orientations de la politique nucléaire américaine

WILLIAM C. POTTER, n° 11, printemps.

Les Forces stratégiques russes : politique, évolution et perspectives

Yurı E. Fedorov, n° 12, été.

La Politique nucléaire de la Russie au XXIº siècle

DMITRI TRENIN, n° 13, automne.

Vers une coopération transatlantique face au défi nucléaire iranien

George Perkovich, n° 14, hiver.

Articles

- « Les vicissitudes du régime de non-prolifération des armes nucléaires » JEAN KLEIN, *RAMSES 2006.*
- « Des Balkans à l'Afghanistan : les opérations de stabilisation complexes » ÉTIENNE DE DURAND, *Politique étrangère*, n° 2/2005.
- « Les conflits fluides : concepts et scénarios » ALINE LEBŒUF, *Politique étrangère*, n° 3/2005.
- « Le redéploiement global des forces américaines »

ÉTIENNE DE DURAND, Politique étrangère, n° 4/2005.

Économie Programmes agricole et commerce

Ouvrages

La croissance française 1950-2030 : le défi de l'innovation

Luis Miotti et Frédérique Sachwald,

« Travaux et recherches de l'Ifri », 2e édition.

The Impact of EU Enlargement the Location of Production in Europe

Frédérique Sachwald, « Étude de l'ifri », n° 4, février.

Does Enlargement conceal Globalization? Relocation Trends in Europe

SLAVO RADOSEVIC et Frédérique Sachwald,

« Note de l'Ifri », n° 58, octobre.

Le Système français d'innovation dans l'économie mondiale : enjeux et priorités

Philippe Larédo et Frédérique Sachwald (dir.), Institut de l'entreprise/Ifri, avril.

Les Politiques agricoles sont-elles condamnées par la mondialisation ?

PIERRE RAINELLI (dir.), Bruxelles, Academia Bruylant.

Développer les réseaux transeuropéens de transport : quels financements pour une politique ambitieuse ?

Luis Miotti, Vincent Vasques et Frébérique Sachwald, « Policy Paper » n°16, août (disponible sur www.ifri.org) (également publié dans *Bulletin européen du Moniteur*, octobre)

Articles

- « Délocalisations : un danger pour le système productif français ? »
- FRÉDÉRIQUE SACHWALD, Encyclopedia Universalis.
- « Délocalisations : promouvoir l'évolution du système productif français »

Frédérique Sachwald, dans *Demain l'emploi si...* Paris. Rexecode/Economica.

« De Maastricht à Lisbonne : adapter la stratégie de l'UE à la mondialisation »

Frédérique Sachwald, *Politique étrangère*, n° 4/2005 (version anglaise disponible sur <www.ifri.org>).

$\ensuremath{^{\text{\tiny w}}}$ Impact of changing production location on Foreign Direct Investment $\ensuremath{^{\text{\tiny w}}}$

FRÉDÉRIQUE SACHWALD, Tokyo Club Foundation for Global Studies, décembre (disponible sur <www.tcf.or.jp>).

- « L'OMC au défi du GATT : bilan du système commercial multilatéral » JEAN-MARIE PAUGAM, *Les Cahiers français*, n° 325.
- « Une nouvelle donne économique mondiale » Françoise Nicolas et Jean-Marie Paugam, *RAMSES 2006.*
- « La politique commerciale de l'Union européenne : le fédéralisme clandestin » RAPHAËL DELPECH ET JEAN-MARIE PAUGAM, Politique étrangère, n° 4/2005.

« Impact de l'élargissement sur la localisation de la production en Europe »

FRÉDÉRIQUE SACHWALD, *Industrie en France* et mondialisation, Paris, SESSI/Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, janvier.

Énergie

Articles de revues, chapitres d'ouvrages et documents de travail

« Dépendance pétrolière et politique étrangère américaine : au-delà des mythes »

PIERRE NOËL, *in* G. CHALLIAND et A. JAFALIAN (dir), *La Dépendance pétrolière. Mythes et réalités d'un enjeu stratégique*, Paris, Encyclopaedia Universalis, 2005.

« Approvisionnement énergétique de la Chine : marchés et politiques »

PIERRE NOËL et MICHAL MEIDAN, in S. BOISSEAU DU ROCHER et F. GODEMENT (dir.), Asie-2005-2006, Paris, La Documentation Française.

« L'Afrique dans la nouvelle géopolitique de l'énergie »

PIERRE Noël et Philippe Copinschi, Afrique contemporaine, n° 216, 4/2005.

« Les Etats-Unis et le pétrole du Moyen-Orient » PIERRE NOËL, (disponible sur <www.ifri.org>).

Immigration, identité, citoyenneté

Ouvrage

Les militaires français issus de l'immigration

CHRISTOPHE BERTOSSI et CATHERINE WIHTOL DE WENDEN, Paris, Centre d'études en sciences sociales de la Défense (C2SD) (à paraître également chez Robert Laffont).

Policy Papers (disponibles sur www.ifri.org)

La Turquie dans l'Union européenne ?

Samim Akgönül, « Policy Paper », n° 18, août (avant-propos de Christophe Bertossi).

Les politiques canadiennes d'immigration sont-elles exportables en France et en Europe ?

Denise Helly, « Policy Paper », n° 15, août (avant-propos de Christophe Bertossi).

Articles

- « Immigrés (vote des) » et
- « Turquie (débats sur) »

CHRISTOPHE BERTOSSI, *in* YVES DÉLOYE (dir.), *Le Dictionnaire des élections européennes*, Paris, Economica.

« Introduction »

CHRISTOPHE BERTOSSI, *in* JOHN REX (dir.), *Ethnicité et citoyenneté: la sociologie des sociétés multiculturelles*, Paris, L'Harmattan.

Enjeux internationaux

Ouvrage

Droits d'ingérence

PHILIPPE MOREAU DEFARGES, Paris, Presses de Sciences-Po, 2005

Articles

« L'ONU a soixante ans »

PHILIPPE MOREAU DEFARGES. RAMSES 2006.

Conférences et débats

Janvier

11 janvier

« La guerre vue par le monde arabe »

Avec *Jean-Paul Charnay*, président du Centre de philosophie de la stratégie, auteur de *Principes de stratégie arabe* et *Regards sur l'islam, Freud, Marx, Ibn Khaldun* (Éditions de l'Herne, 2003).

Présidence : Dominique Moïsi.

13 janvier

« Politiques spatiales : enjeux et acteurs »

Avec Laurence Nardon, dans le cadre du cycle

- « Observation et théorie des relations internationales
- » dirigé par Thierry de Montbrial au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), lfri.

17 janvier

« Le développement de la construction européenne et les relations avec les Etats-Unis »

Avec *Gianfranco Fini*, ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Présidence : Thierry de Montbrial.

19 janvier

« Faire l'Europe avec les Balkans »

Avec Fatos Nano, Premier ministre de l'Albanie.

Présidence : Thierry de Montbrial.

27 janvier

« Les transformations européennes de la Turquie »

Avec Senem Aydin, chercheur au Centre for European Policy Studies (CEPS), Bruxelles, Michael Emerson, chercheur au CEPS, et Sinan Ulgen, membre du Conseil de l'Economics and Foreign Policy Forum (EDP), Istanbul.

Présidence : Christophe Bertossi.

Février

1er février

« Les réponses australiennes aux défis mondiaux »

Avec *Alexander Downer*, ministre des Affaires étrangères d'Australie.

Présidence : Dominique Moïsi.

3 février

« L'Inde et sa politique étrangère »

Avec Xavier de Villepin, ancien président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat.

Présidence : *Dominique Moïsi*.

7 février

« Le Monténégro et la communauté euro-atlantique »

Avec *Miodrag Vlahovic*, ministre des Affaires étrangères du Monténégro.

Présidence : Dominique David.

10 février

« L'Arabie Saoudite entre défis et challenges »

Avec *Madawi Al-Rasheed*, professeur d'anthropologie sociale au King's College, université de Londres, et *Stéphane Lacroix*, doctorant en sciences politiques à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.

Présidence : Denis Bauchard.

17 février

« Coercition et stabilisation : des Balkans à l'Irak et à l'Afghanistan »

Avec Étienne de Durand, chercheur à l'Ifri, dans le cadre du cycle « Observation et théorie des relations internationales » dirigé par Thierry de Montbrial au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

24 février

« La France, l'Allemagne et l'avenir du budget européen »

Avec Friedrich Heinemann, chercheur au Centre pour la recherche économique européenne de Mannheim, responsable du groupe de travail sur l'intégration européenne, et Maxime Lefebvre, ancien chargé des affaires européennes à l'Ifri.

Mars

1er mars

« L'avenir de l'Europe : perspectives finlandaises »

Avec Tarja Halonen, présidente de la Finlande.

Présidence : Thierry de Montbrial.

14 mars

« Poutine II : un an après »

Avec *Dmitri Trenin*, directeur adjoint du Centre Carnegie de Moscou.

Présidence : Thomas Gomart.

17 mars

« Quelle citoyenneté pour quelle Europe ? »

Avec *Christophe Bertossi*, chercheur à l'Ifri, dans le cadre du cycle « Observation et théorie des relations internationales » dirigé par *Thierry de Montbrial* au CNAM.

24 mars

« Quand la Chine change le monde »

Avec *Erik Izraelewicz*, directeur adjoint de la rédaction. *Les Échos*.

Présidence : Frédérique Sachwald.

30 mars

« Monde arabe, immigration, islam :

"nouveaux outils", nouvelle approche »

Réunion en hommage à $R\acute{e}my\ Leveau$.

Présidence : Denis Bauchard.

31 mars

« La Constitution européenne vue des Etats-Unis »

Avec *Esther Brimmer*, directeur de recherche au Centre for Transatlantic Relations, *Paul H. Nitze* School of Advanced International Studies (SAIS), Johns Hopkins University, Washington.

Présidence : Pierre Defraigne.

Avril

7 avril

« Syrie-Liban : le début d'une nouvelle ère »

Avec Élizabeth Picard, directrice de recherche à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM/CNRS),

Aix-en-Provence, et *Agnès Favier*, chercheur au Collège de France.

Présidence : Judith Cahen.

20 avri

« Les relations algéro-marocaines »

Avec *Ali Amar, Le Journal hebdomadaire,* Casablanca, *Akram Belkaïd, La Tribune,* Paris, et *Benjamin Stora*, historien.

Présidence : Khadija Mohsen-Finan.

28 avri

« OSCE - 15 ans après la Charte de Paris »

Avec *Dimitrij Rupel*, président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et ministre des Affaires étrangères de Slovènie.

Présidence : Thomas Gomart.

44

Juin

B juin

« Les enjeux de l'élection présidentielle en Iran »

Avec SEM Mohammad *Sadegh Kharazi*, ambassadeur de la République islamique d'Iran à Paris.

Présidence : Denis Bauchard.

9 juin

« Les enjeux géopolitiques des relations entre la Russie et l'Union européenne »

Avec *Thomas Gomart*, responsable du programme Russie/CEI à l'Ifri, dans le cadre du cycle

- « Observation et théorie des relations internationales
- » dirigé par Thierry de Montbrial au CNAM.

15 juin

« Après le 19 mai, quelle Europe ? »

Avec Jolyon Howorth, professeur à l'université de Yale, chercheur associé au département des études de sécurité de l'Ifri, Dominique Moïsi, conseiller spécial de l'Ifri, Philippe Moreau Defarges, chercheur à l'Ifri, co-directeur de RAMSES, Hans Stark, secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa).

Présidence : Thierry de Montbrial.

30 juin

« Jusqu'où peut aller l'endettement américain ? »

Avec Anton Brender et Florence Pisani, économistes chez Dexia Asset Management, et Jacques Mistral, ministre-conseiller financier à l'ambassade de France à Washington.

Présidence: Frédérique Sachwald.

Septembre

22 septembre

« Musulmans de France et d'Europe »

Avec Valérie Amiraux, chargée de recherche au CNRS, Sophie Body-Gendrot, professeur des universités à l'université Paris IV-Sorbonne et chargée de recherche au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP, CNRS), Khadija Mohsen-Finan, chargée de recherche à l'Ifri, et Catherine Wihtol de Wenden, directeur de recherches au CNRS (Centre d'études et de recherches internationales, CERI), à l'occasion de la parution de Musulmans de France et d'Europe sous la direction de Rémy Leveau et Khadija Mohsen-Finan (CNRS Éditions, 2005).

Octobre

4 octobre

Hamid Karzaï, président d'Afghanistan

Présidence : Thierry de Montbrial.

12 octobre

« La laïcité face à l'islam »

Avec Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS.

Présidence : Khadija Mohsen-Finan.

18 octobre

« L'idéologie terroriste décryptée »

Avec *Gilles Kepel*, directeur de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'IEP de Paris, et *Jean-Pierre Milelli*, enseignant à l'IEP de Paris, co-directeurs d'*Al-Qaida dans le texte* (PUF, 2005), ainsi que *Omar Saghi, Stéphane Lacroix* et *Thomas Hegghammer*, co-auteurs de l'ouvrage, doctorants.

Présidence : Khadija Mohsen-Finan.

19 octobre

« La Slovaquie et les enjeux européens et internationaux »

avec *Magdalena Vasaryova*, secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Slovaquie.

Présidence : Thierry de Montbrial.

20 octobre

« Les sociétés israélienne et palestinienne entre affrontement et réconciliation »

Avec *Sylvain Cypel, Le Monde*, auteur de *Les Emmurés. La société israélienne dans l'impasse* (La Découverte, 2005).

Présidence : Denis Bauchard.

Novembre

15 novembre

« L'Ukraine un an après la révolution orange : quel avenir ? »

Avec Viktor louchtchenko, président de l'Ukraine.

Présidence : Thierry de Montbrial.

17 novembre

« Le chemin macédonien vers l'Europe »

Avec *llinka Mitreva*, ministre des Affaires étrangères de Macédoine.

Présidence : Éliane Mossé.

22 novembre

« La sécurité européenne :

le point de vue de la Roumanie »

Avec Traian Basescu, président de la Roumanie.

Présidence : Thierry de Montbrial.

23 novembre

« Quel avenir pour les relations euro-méditerranéennes ? »

Dix ans après le lancement du processus de Barcelone, avec *Ali Bensaâd*, maître de conférences à l'université de Provence, *Christian Bromberger*, professeur à l'université de Provence, *Thierry Fabre*, responsable du pôle Euromed à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (Aix-en-Provence), *Khadija Mohsen-Finan*, chargée de recherche à l'Ifri, *Catherine Wihtol de Wenden*, directrice de recherche au CNRS/CERI, et *Dimitri Nicolaïdis*, historien à l'université Paris VIII.

Présidence : Denis Bauchard.

28 novembre

« La Pologne après les élections »

Avec *Olivier Louis*, chef de la mission économique pour l'Europe centrale et balte, DREE (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction des relations économiques extérieures), ambassade de France à Varsovie, et *Georges Mink*, directeur de recherches, Laboratoire d'analyse des systèmes politiques, CNRS.

Présidence : Thierry de Montbrial.

Décembre

20 décembre

« La Serbie sur le chemin de l'Europe »

Avec Boris Tadic, président de la Serbie.

Présidence : *Xavier de Villepin*, sénateur honoraire, membre du conseil d'administration de l'Ifri.

13 décembre

« L'Irak entre incertitudes politique et enjeux pétroliers »

Avec *Dunia Chalabi*, spécialiste, Moyen-Orient/Afrique du Nord à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), et *Pierre-Jean Luizard*, chargé de recherche au CNRS.

Présidence : Judith Cahen.

Eur-Ifri (Bruxelles)

Conférences-débats

20 mai

L'Europe entre le « oui » et le « non » de la France

avec Philippe Herzog, président de Confrontations Europe, Charles Jenkins, directeur « Europe de l'Ouest », The Economist, Diego López Garrido, député espagnol, ancien membre de la Convention européenne, Kalypso Nicolaïdis, Vincent Wright professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Étienne de Poncins, directeur de cabinet du ministre délégué aux Affaires européennes, Jan Tombinski, ambassadeur de Pologne à Paris.

Présidence : Pierre Defraigne

11 juillet

Allemagne : les faiblesses d'une économie compétitive

avec *Hans-Helmut Kotz*, membre du Conseil des gouverneurs de la Bundesbank.

Présidence : *Gerhard Stahl*, secrétaire général du Comité des régions, et *Pierre Defraigne*.

Déjeuners-débats : les « Mardis d'Eur-Ifri »

19 avril

The Constitution: Would United Kingdom say No? avec *Matthew Baldwin*, chef de l'unité Accès aux marchés, DG Commerce, Commission européenne.

26 avril

La Constitution : la France entre le oui et le non avec *Philippe Ries*, chef du bureau de l'Agence France Presse à Bruxelles.

3 mai

Fiscalité : une perspective européenne avec *Robert Verrue*, directeur général, DG Fiscalité

et Union douanière, Commission européenne.

17 mai

Croissance et inégalités dans l'UE : trade-off ou win-win ?

avec *André Sapir*, professeur à l'Université libre de Bruxelles.

31 mai

La diplomatie commerciale : comment se déroulent les grandes négociations ? Le cas de l'OMC

avec *Hervé Jouanjean*, directeur général adjoint à la DG Relex, Commission européenne.

7 iuin

L'Europe : deux non plus tard !?

avec *Thomas Ferenczi*, chef du bureau du *Monde*, Bruxelles.

21 juin

La diplomatie commerciale : comment fonctionnent les grandes négociations ? Le cas du Mercosur

Avec *Karl Falkenberg*, directeur à la DG Commerce, Commission européenne.

28 juin

La stratégie de Lisbonne : intégration, libéralisation et régulation des marchés. Quels principes ? Quels mécanismes ? avec Guillaume Sarlat, inspecteur des Finances.

5 juillet

Comment améliorer le passage du COREPER à 25 ?

avec *Jan de Bock*, représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne.

12 juillet

Prévenir et gérer l'instabilité financière dans la zone euro

avec *Alexandre Lamfalussy*, président honoraire de l'Institut monétaire européen.

6 septembre

La gouvernance économique européenne

avec *Jean Pisani-Ferry*, directeur de BRUEGEL (Brussels European and Global Economic Laboratory).

20 septembre

Les quatre chantiers de l'euro

avec *Pervenche Berès*, députée européenne (PSE), présidente de la Commission des affaires économiques et monétaires.

27 septembre

Global and European Environmental Challenges

avec *Catherine Day*, directeur général à la DG Environnement, Commission européenne.

4 octobre

Les enjeux du prochain sommet européen informel sur le modèle social européen

avec *John Monks*, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats.

6 octobre

Après les élections du 18 septembre, quel gouvernement en Allemagne et quelles conséquences pour l'Union européenne ? avec *Hans Stark*, secrétaire général du Cerfa.

10 octobre

Quel est le coût de la position non coordonnée des États membres de l'UE à la Banque mondiale ?

avec *Hervé Carré*, directeur général de la DG des affaires économiques et financières, Commission européenne, et *Bernard Snoy*, coordinateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE.

Président : Jean-Paul Mingasson, Unice.

18 octobre

L'Union européenne, cinq mois après les « non » français et néerlandais

avec *Jean-Louis Bourlanges*, député au Parlement européen (UDF-ADLE).

25 octobre

Eurogroup: Towards a Strengthened European Economic Governance?

avec *Grégoire Brouhns*, secrétaire général, Banque nationale de Belgique, président du sous-comité économique et financier.

15 novembre

The 25 Members Commission at Work

avec *Sabine Weyand*, chef de cabinet du commissaire Louis Michel.

22 novembre

L'évolution de l'organisation et du fonctionnement du Conseil et de son secrétariat depuis six ans

avec *Jean-Claude Piris*, directeur général du service juridique du Conseil de l'UE.

8 décembre

Pourquoi l'Eurozone a besoin d'une perspective politique

avec Wolfgang Munchau, Financial Times.

13 décembre

Le capitalisme, la mondialisation et les stratégies d'adaptation

avec Éric Le Boucher, rédacteur en chef, Le Monde.

En 2006, Eur-Ifri prévoit notamment l'organisation de deux conférences : l'une sur le modèle social européen et l'autre sur la dimension géopolitique de la gouvernance environnementale.

Thierry de Montbrial,

membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur général • Thérèse Vigne, assistante

Dominique David, directeur exécutif • Marie-France Feigenbaum, assistante

Dominique Moïsi, conseiller spécial

Marie-Claude de Saint-Hilaire, chargée de mission auprès du directeur général

Recherche

Europe

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) Hans Stark Claire Demesmay Janine Ziegler • Emmanuelle Saunier,

Centre franco-autrichien (CFA)

Éliane Mossé, conseiller

assistantes de recherche

Eur-Ifri

Pierre Defraigne (Bruxelles) Chloé Debay-Cornish, assistante

Centre français sur les États-Unis (CFE)

Guillaume Parmentier
Laurence Nardon
Pierre Noël
François Vergniolle de Chantal
Maïté Jaureguy-Naudin
Marie Techer, assistante

Centre asie ifri

Valérie Niquet Françoise Nicolas Cécile Campagne, assistante

Russie

Thomas Gomart Tatiana Jean, assistante de recherche Catherine Meniane, assistante

Maghreb/Moyen-Orient

Denis Bauchard Khadija Mohsen-Finan Judith Cahen Dorothée Schmid Jeanne Frey, assistante

Études de sécurité

Étienne de Durand Jean Klein Aline Lebœuf Jolyon Howorth Françoise Thomas, assistante

Économie mondiale

Frédérique Sachwald Julien Raffo Luis Miotti Vincent Vasques, assistant de recherche Catherine Meniane, assistante

Programme transatlantique:

Dominique Moïsi, coordination scientifique Thomas Gomart, Frédérique Sachwald Hans Stark

Programme Migrations, identités, citoyenneté

Christophe Bertossi Martine Breux, assistante

Programme Énergie et relations internationales Pierre Noël

Chercheurs associés

Ethan Kapstein Frédéric Bozo

RAMSES

Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, co-directeurs de la publication Marie-Claire Bani-Amer, assistante

Politique étrangère

Dominique David, rédacteur en chef

Publications

Delphine Renard, assistante d'édition Marielle Roubach, secrétaire de rédaction

Les biographies des chercheurs sont disponibles sur le site de l'Ifri (<www.ifri.org>).

Développement

Direction du développement

Brynhild Dumas, directeur Dominique Desgranges, chargée de recherche et de gestion des prospects Marie-Josèphe Turpault, chargée des relations avec les adhérents

Communication

Natacha Crance, assistante communication Édouard Laniesse, webmestre

Secrétariat général

Florent Baran, secrétaire général Corinne Bureau, adjointe au secrétaire général Alexandre Houdayer, chargé de mission Bernadette Chartrin, comptable Françoise Henry, assistante Valentina Frate, Dayra Gastine, hôtesses Alex Maleau, technicien

Bibliothèque-documentation

Olivier Javay Daniel Marier Azra Isakovich

Services généraux

Nathalie Hartmann, responsable du service Selim Bouabsa • Mustapha Zitouni

Informatique Daniel Safon

46

47

Conseil d'administration

(au 31 décembre 2005)

Président

Bertrand Collomb

membre de l'Académie des sciences morales et politiques, président de Lafarge

Vice-président secrétaire

René Galy-Dejean,

député de Paris, maire du XVe arrondissement

Vice-président trésorier

Pierre Joxe,

ancien ministre, membre du Conseil constitutionnel

Membres:

Robert Badinter,

ancien ministre, sénateur

François Bujon de L'Estang,

ambassadeur de France, président de Citigroup France

Michel Camdessus,

gouverneur honoraire de la Banque de France, ancien directeur général du FMI

Jean-Claude Casanova,

membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur de la revue Commentaire

Bertrand Dufourcq,

ambassadeur de France, président de la Fondation de France

Alain Dupont,

président-directeur général de Colas

Anne-Marie Idrac,

présidente-directrice générale de la RATP

Philippe Marini,

rapporteur général de la commission des finances du Sénat

Jean Peyrelevade,

associé gérant, Toulouse & Associés

Jean Rannou,

conseiller maître à la Cour des comptes, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air

Louis Schweitzer.

président du Conseil d'administration de Renault

Yves-Thibault de Silguy,

directeur général de Suez

Jean-François Trogrlic,

conseiller pour les affaires sociales, mission permanente de la France auprès de l'ONU à Genève

Hubert Védrine,

ancien ministre, associé-gérant d'Hubert Védrine Conseil

Simone Veil.

ancien ministre d'État, ancien président du Parlement européen

André Villeneuve,

président d'Euronext. LIFFE

Xavier de Villepin,

sénateur honoraire

Prosper Weil,

membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Conseil stratégique

(à la date du 31 décembre 2005)

Président

Thierry de Montbrial,

directeur général, Ifri

Membres:

Jean d'Amecourt,

directeur, Délégation aux affaires stratégiques, ministère de la Défense

François Bujon de L'Estang,

président, CITIGROUP France

Jean-Claude Casanova,

membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur, revue Commentaire

Bertrand Collomb,

président, Lafarge

Marta Dassu,

director, Aspen Institute Italia

Thérèse Delpech,

directeur chargé de la Prospective, Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

Nicole Gnesotto,

directeur, Institut d'études de sécurité-Union européenne (IES-UE)

Pierre Jacquet,

directeur exécutif, Agence française de développement (AFD)

Dr Karl Kaiser,

Ralph I. Strauss Visiting Professor, Harvard University

Bassma Kodmani,

directrice, Arab Reform Initiative (ARI)

Pierre Levy,

directeur, Centre d'analyse et de prévision, ministère des Affaires étrangères

Dominique Moïsi,

conseiller spécial, Ifri

Jean-Christophe Romer,

directeur, Centre d'études d'histoire de la défense

Olivier Roy,

directeur de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Annexe financière

Bilan consolidé (euros)

	2004		2005				
Actif	Net	Brut	Amortissement Provisions	Net	Passif	2004	2005
Actif Immobilisé					Fonds Propres		
Immobilisations incorporelles	7 037	289 393	279 579	9 814	Fonds associatif sans droit de reprise	8 470 553	8 470 553
					Réserve	1 015 373	1 203 251
Immobilisations corporelles	8 042 346	10 994 128	3 028 034	7 966 094	Fonds de dotation	47	47
					Fonds dédiés	224 702	41 702
Immobilisations financières	19 239	54 808	10 061	44 747	Résultat comptable de l'exercice	184 910	-211 800
Actif Immobilisé	8 068 622	11 338 329	3 317 674	8 020 655	Fonds propres	9 895 585	9 503 753
Actif Circulant					Provisions	258 849	296 830
Stocks	2 515	2 514		2 514	Dettes		
Avances et acomptes versés	25 907	23 564		23 564			
sur commande					Dettes financières	250	250
Clients et comptes rattachés	438 096	600 663		600 663			
Autres créances	34 749	40 066		40 066	Dettes fournisseurs	377 951	236 624
Compte courant d'associés		722		722	et comptes rattachés		
Valeurs mobilières de placement	2 819 976	1 883 626		1 883 626			
Disponibilités	189 030	81 670		81 670	Dettes sociales et fiscales	528 421	516 917
Charges constatées d'avance	48 076	52 416		52 416			
Actif Circulant	3 558 349	2 685 241		2 685 241	Produits constatés d'avance	565 915	151 522
Actif	11 626 971	14 023 570	3 317 674	10 705 896	Passif	11 626 971	10 705 896

Comptes consolidés (euros)

Charges HT	2004	2005	Ressources HT	2004	2005
Achats	61 252	74 013	Subventions	2 035 276	1 893 497
Fournitures de bureau	35 381	32 579			
EDF / GDF / Eau	15 769	13 955			
Ouvrages	3 540	27 479			
Papier	6 562				
Autres charges externes	1 452 926	1 616 810	Ressources propres	3 288 301	3 061 810
Frais d'impression	105 113	39 961			
Loyers & charges locatives	50 412	141 807	Cotisations et dons	1 261 401	980 794
Entretien / réparation	92 464	101 275	Financement de programmes	1 713 740	1 840 787
Assurances diverses	13 693	14 382	Abonnements	135 973	
Documentation	66 658	67 496	Autre ressources	177 187	240 229
Honoraires	504 459	660 933			
Cotisations	15 775	12 468			
Missions/récept./déplacements	501 345	474 544			
P&T	103 007	103 944			
Impôts et autres taxes	384 154	370 108			
Traitements et charges soc.	2 798 784	2 757 983			
Engagements à réaliser	175 598	1 700			
Amortissements et provisions	326 392	307 802			
Charges d'exploitation	5 199 106	5 128 416	Produits d'exploitation	5 323 577	4 955 307
Charges financières	7 063	12 371	Produits financiers	49 178	56 599
Charges exceptionnelles		164 000	Produits exceptionnels	18 324	81 081
Excédents après impôt	184 910		Déficit après impôt		211 800
TOTAL	5 391 079	5 304 787	TOTAL	5 391 079	5 304 787

© Photothèque Ifri Christophe Peus

•

Réalisation : Trocadéro

•

Imprimé en France - juillet 2006

